

Unité de recherche
Document d'autoévaluation

CAMPAGNE D'ÉVALUATION 2020-2021

VAGUE B

Le dossier d'autoévaluation comprend, le présent document d'autoévaluation (incluant les annexes en fin de document) ainsi que les deux fichiers Excel « Données du contrat en cours » et « Données du prochain contrat ». Tous ces documents sont téléchargeables sur le site du Hcéres.

NB : On renseignera ce document d'autoévaluation en s'appuyant sur l'« Aide à la rédaction du document d'autoévaluation d'une unité de recherche » téléchargeable sur le site du Hcéres.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Nom de l'unité pour le contrat en cours : UMR 6051 ARENES

Nom de l'unité pour le prochain contrat (en cas de changement) : UMR 6051 ARENES

Acronyme pour le contrat en cours : UMR 6051 ARENES

Acronyme pour le prochain contrat (en cas de changement) : UMR 6051 ARENES

Domaine scientifique (si évaluation interdisciplinaire, indiquer 2 domaines) : SHS

Sous-domaines scientifiques (dans la nomenclature du Hcéres) par ordre décroissant d'importance :

Directrice / directeur pour le contrat en cours : Sylvie OLLITRAULT

Directrice / directeur (ou porteur de projet) pour le prochain contrat : Jean-Pierre LE BOURHIS (élection AG 17 septembre 2020)

Type de demande :

Renouvellement à l'identique

Fusion, scission, restructuration

Création ex *nihilo*¹

1

¹ Les unités en création ex *nihilo* seront, dans la plupart des cas, évaluées sur dossier sur la base d'un projet.

Établissements et organismes de rattachement :

Liste des établissements et organismes tutelles de l'unité de recherche **pour le contrat en cours et pour le prochain contrat.**

Contrat en cours :		Prochain contrat :
-EHESP		- EHESP
- Université de Rennes 1		- Université Rennes1
- Sciences Po Rennes		- Sciences Po Rennes
- CNRS		-CNRS
- Université Rennes 2 (partenaire)		- Université Rennes 2 (partenaire)

Activités de recherche interdisciplinaire :

Les unités interdisciplinaires sont celles qui associent de façon visible et explicite dans la liste de leurs domaines et disciplines au moins deux des grands domaines Hcéres : ST-SHS, SHS-SVE ou SVE-ST. L'évaluation de ces unités interdisciplinaires suit un processus particulier notamment pour la constitution du comité d'experts.

Oui

Non

Activités de recherche clinique :

Oui

Non

On rédigera ce document en complétant les rubriques ci-dessous, suivant le plan indiqué. Les parties du texte en italique bleu seront supprimées dans le document rédigé.

1- Présentation de l'unité (de l'équipe / du thème)

Introduction

Historique, localisation de l'unité

Une unité historiquement de science politique s'ouvrant à la pluridisciplinarité

Depuis 2017, Arènes a affirmé son identité d'UMR pluridisciplinaire en sciences sociales s'ouvrant à l'interdisciplinarité sur de nombreuses thématiques liées à l'environnement et l'écologie politique, la santé environnementale, aux politiques publiques sociales, à la santé publique. Elle développe des analyses résolument orientées sur l'action publique, la vie politique et la construction sociale des problèmes publics.

Historiquement, le laboratoire a été construit par la jeune science politique au sein de la faculté de droit de Rennes avant de s'émanciper de ces murs lors de l'ouverture de l'IEP de Rennes (1991) sous l'impulsion de Marcel Morabito. Le Centre de recherches sur l'action politique en Europe (CRAPE), initialement nommé Centre de recherches administratives et politiques (CRAP), est un laboratoire de recherche, créé en 1973, au sein de l'UER Sciences juridiques de l'Université de Rennes 1, à l'initiative de Philippe Braud, et associé au CNRS depuis 1982. Le laboratoire a été dirigé successivement par Philippe Braud (1973-1987), Patrick Guiol (1987-1993), Erik [Neveu](#) (1993-2000), Patrick [Hassenteufel](#) (2001-2005), Christian [Le Bart](#) (2006-2010), par Claude [Martin](#) (2010-2016). Son historicité fait de l'unité, une UMR de la section 40 et de la section 04 du CNU ; mais la diversité des profils d'enseignants chercheurs montre que cette UMR qui vient d'obtenir un rattachement secondaire en section 36 s'est ouvert à la sociologie, au droit (une juriste) puis à l'histoire (affectation d'un chargé de recherche CNRS historien relevant de la section 33).

Arènes est désormais une unité mixte de recherche (UMR 6051) de sciences sociales, dont les tutelles sont les suivantes : CNRS, l'École des hautes études en santé publique (EHESP)², l'Université de Rennes 1, Sciences Po Rennes, et l'Université Rennes 2 (partenaire depuis 2013). Sylvie Ollitrault (CNRS-Science Politique) est directrice depuis le 1^{er} janvier 2017 ; elle a été élue en AG

2

¹ L'EHESP est depuis 2008 un Grand établissement de l'enseignement supérieur et de la recherche, faisant suite à l'École nationale de santé publique qui était depuis le début des années 1960 sous la seule tutelle du ministère de la Santé.

exceptionnelle à la fin août 2016, avec deux adjoints Luc Capdevila (PU Histoire-Rennes 2) et Cyrille Harpet (EC HDR, Anthropologie, EHESP). Cette équipe a voulu orienter l'UMR vers la pluridisciplinarité en sciences sociales reflétant la place émergente d'une tutelle (EHESP) et d'un partenaire aspirant à devenir tutelle : Rennes 2. La constitution de l'équipe (science politique, histoire, anthropologie) reflète l'orientation sciences humaines et sociales de l'UMR en continuité de la politique impulsée en 2010.

Un laboratoire de recherche pluridisciplinaire

L'équipe accueille d'autres disciplines ou champs de recherche des SHS comme l'histoire contemporaine, géographie, les politiques sociales, la santé publique et l'éducation à la santé. Cette pluridisciplinarité est encouragée dans les questionnements scientifiques et se retrouve dans le contenu de nombreux travaux du laboratoire qui portent très majoritairement sur l'action publique, les problèmes publics, l'espace public et la régulation politique.

Implantation sur le site rennais et au-delà : Lannion (Rennes 1), Caen (Sciences Po)

Dès sa création à la Faculté de droit et de science politique de l'Université de Rennes 1, le laboratoire a affirmé des thèmes de recherche prioritaires – le local, la communication politique, la vie politique. Associé au CNRS, le CRAPE a bénéficié depuis 1982 du soutien financier et de l'affectation de chercheurs par cet organisme. Une importante impulsion est venue de la création de l'Institut d'études politiques de Rennes en 1991. L'IEP a offert au laboratoire un soutien supplémentaire et de nouveaux locaux. Dès les années 1990, le Crape s'est aussi enrichi des apports de l'équipe de spécialistes du journalisme du département Information-communication de l'IUT de Lannion, mais aussi de sociologues des départements GEA et Carrières sociales de l'IUT de Rennes qui ont permis le renforcement de la thématique : « mobilisation sociale et citoyenneté ». De même, la coopération initiée au cours des années 1990 avec ce qui était alors l'ENSP (Ecole nationale de la santé publique) a débouché, d'une part, sur un grand nombre de recherches sur l'analyse des politiques sociales et de santé et sur la comparaison des systèmes nationaux de protection sociale et, de l'autre, sur un nouveau partenariat, faisant de l'Ecole des Hautes Etudes en Santé Publique (EHESP) une nouvelle tutelle de l'unité à partir de 2012.

Depuis cette date et, en particulier durant la période 2015-2020, cette tutelle a pris une place grandissante dans l'UMR en affectant du personnel, en la dotant de moyens, et en hébergeant du personnel CNRS (1 IT : Claudine Valtat et 4 chercheurs CNRS sur 7 : Claude Martin, Jean-Pierre Le Bourhis, Renaud Hourcade, Gildas Brégain). Tous ces personnels CNRS (sauf Claude Martin) ont été affectés sur la période 2015-2020 et cette dynamique marque le renforcement thématique de l'unité sur les questions d'environnement, de santé publique, du handicap en participant à la réflexion sur la construction de problèmes publics avec un versant historique. Un des postes CNRS avait été affecté par l'INSHS en raison d'un fléchage laboratoire sur Santé-environnement (2016). En raison de l'activité contractuelle importante de ses enseignants-chercheurs à hauteur de 39%, des

ressources de l'UMR, l'EHESP est par conséquent devenue mandataire de gestion unique de l'unité et par son investissement, il y a eu accord entre tutelles rennaises pour que le dossier HCERES soit porté par l'EHESP.

L'université Rennes 2 quant à elle, partenaire, a également soutenu l'UMR par l'arrivée d'historiens en 2017 (3 PU), par une dotation et fléchage d'un poste de PU en sociologie (campagne d'emploi 2020). Rennes 2 implique l'UMR sur le versant institutionnel avec une présence dans ses instances (conseil académique, commission recherche, commission de la formation et de la vie universitaire), une implication dans sa politique scientifique et pédagogique (conseil d'UFR sciences sociales) ou encore par des co-financements de thèse.

En effet tous les enseignants-chercheurs de l'université Rennes 2, membres de l'unité, ont de fortes implications à Rennes 2 : adjoint d'UFR en sciences sociales, directeur du département d'AES, direction de la spécialité de master en histoire et relations internationales conventionnée avec l'IEP, trois membres élus du conseil académiques dont deux à la commission recherche et un à la Commission de la formation et de la vie universitaire (CFVU). C'est ici un des éléments probants de l'étroitesse des liens institutionnels qui ont été noués au cours de la période écoulée entre l'unité et Rennes 2.

Le CNRS a permis à l'UMR de passer de 4 chercheurs CNRS en 2015 (1 départ à la retraite en février 2016) à 7 chercheurs en 2019 (1 mobilité entrante, 3 jeunes chercheurs en affectation) et de 2 à 4 IT (deux affectations : une AI BAP J et une TC BAP F).

L'université Rennes 1 a fléché un poste de PU en info-communication en 2017 permettant à une jeune collègue HDR d'être promue et de renforcer le déficit sur cette discipline en encadrement de thèse. Il a été demandé un poste de science politique en 2019 en espérant un décontingement -qui a été refusé par le ministère-.

Sciences Po a permis le recrutement de deux maîtres de conférences : l'un en science politique, l'autre en sociologie, ainsi qu'un professeur de sociologie en 2020 ; le rattachement de trois professeurs ; civilisation chinoise, histoire et gestion et de trois maîtres de conférences : géographie, droit et gestion, qui partagent nos thématiques de recherche. Le Campus de Caen de Sciences Po Rennes orienté sur les questions de concertation, de développement durable et de transition écologique devient aussi un vecteur de développement, irriguant la recherche sur ces questions dans le laboratoire.

Structuration de l'unité (équipes / thèmes)

Un organigramme fonctionnel sera joint en annexe 2

Effectifs et moyens

En s'appuyant sur les deux fichiers Excel « Données du contrat en cours » (onglets 3, 6) et « Données du prochain contrat » (onglet 2), que l'on aura pris soin de renseigner, on commentera ici l'évolution des effectifs et des moyens financiers de l'unité (équipe / thème)

Les moyens humains de l'unité

L'UMR est en croissance en nombre de membres, avec une diversification disciplinaire réduisant la part de la science politique.

En juin 2015, l'unité regroupait plus d'une centaine de membres (jeunes docteurs et doctorants inclus) : 57 permanents et 51 non permanents : 37 doctorants et 14 docteurs, ingénieurs d'étude et de recherche contractuels (4 employés par les chaires de recherche de l'unité).

En 2020, l'effectif de l'unité se répartit de la manière suivante au sein des quatre tutelles et de l'établissement partenaire Rennes 2. Il faut y ajouter trois membres à l'université d'Angers, un à l'université de Nantes et deux dans des universités étrangères

Etablissement d'appartenance	Effectifs juin 2020	Pourcentage
Tutelles		
UNIV RENNES 1	13	20
EHESP	19	29,23
SCIENCES PO RENNES	14	21,54
CNRS	7	10,77
Etablissements partenaires		
UNIV RENNES 2	5	9,23
UNIVERSITE ANGERS	3	4,61
UNIV NANTES	1	1,54
ULB	1	1,54
UNIV BRASILIA	1	1,54
Total EC et C	64	100%
ITA CNRS	4	
Doctorants	47	
Docteurs	10	
Chercheurs contractuels–post-doctorants	7	
Total membres	132	

+ un personnel dédié BIATSS à l'université Rennes 2

Les départs des permanents (2015-2020)

Par statut

1 DR CNRS
7 EC- MC
4 PR
1 IT

Par tutelle

CNRS : 2
EHESP : 3
SCIENCES PO : 2
UR 1 : 3
UR2 : 2
Hors tutelle : 1

Par section CNU

section 04 : 3
section 19 : 1
section 71 : 2
section 06 : 2
section 05 : 1
Section 46 : 3

Les arrivées des permanents (2015-2020)

Par statut

4 CRCN
22 EC-MC
7 PR
2 IT

Par tutelle

CNRS : 6
EHESP : 14
SCIENCES PO : 8
UR1 : 3
UR2 : 3
Hors tutelle : 1

Par section CNU

section 04 : 6
section 19 : 8
section 71 : 1
section 06 : 2
section 05 : 1
section 21 : 1
Section 22 : 5
Section 23 : 2
Section 24 : 1
Section 46 : 5
Section 01 : 1

Sur la période, l'unité a perdu treize collègues dont 8 PR ou HDR à la suite de départ en retraite ou mutation (1HDR en sociologie, 2 en science politique, 1 en information-communication, 2 en sciences de gestion, 1 en sciences économiques, 1 en santé publique). Si 9 collègues avec HDR ont renforcé le laboratoire, il s'agit en réalité d'une orientation pluridisciplinaire qui a attiré nos collègues puisque les disciplines représentées sont variées (histoire, anthropologie, gestion ou droit) mais ne relèvent pas de la sociologie ou de la science politique. En 2020, deux postes de PU sont ouverts en sociologie faisant écho aux demandes de postes d'ARENES et un poste est demandé à l'agrégation (en 2021) après une campagne infructueuse dans le cadre du 46-1 (demande de décontingement). En revanche, les rang B, notamment, ceux recrutés de 2016 à 2018 par Sciences Po Rennes et l'EHESP, répondent aux profils disciplinaires d'origine de notre laboratoire : science politique et sociologie. L'effectif s'est étoffé plus dans le cadre de l'attractivité du laboratoire ou de mobilité entrante. Le CNRS a quant à lui ouvert 1 poste FSEP pour une chargée de communication en 2017 puis par mobilité entrante pour une AI. L'unité a bénéficié d'un poste fléché santé/environnement sur le laboratoire, puis d'un poste de chercheur en situation de handicap et de l'affectation d'un troisième poste. Une mobilité entrante a permis de renforcer le nombre de personnel CNRS sur la période. Enfin,

notons une dynamique RH de toutes les tutelles sauf de Rennes 1 qui n'a publié qu'un poste de PU en information-communication. Rennes 1 est en revanche un soutien important sur le volet de la recherche junior (contrats doctoraux). L'EHESP quant à elle commence une orientation pro active vers le fléchage de contrats doctoraux sur l'UMR pour consolider des thématiques de recherche partagées (a priori 2 en 2020).

Formation à et par la recherche et place des jeunes chercheurs

L'unité joue un rôle central au plan des formations supérieures dispensées dans les établissements tutelles. Elle est le laboratoire d'appui de 12 masters de nos différentes tutelles, et partenaire le plus souvent des masters co-habilités.

Depuis 2017, le laboratoire est rattaché à trois écoles doctorales : DSP-ED 599 (Droit Science politique), STT-ED 604 (Sociétés, Temps, Territoires) et EDGE-ED 597 (Sciences économiques et sciences de gestion). Avant cette date, il était rattaché seulement à l'ED SHOS (ED 505) (Sciences de l'Homme, des Organisations et de la Société) qui regroupait les mentions science politique – sciences humaines – droit – information communication et sciences de gestion.

Les enseignants chercheurs d'Arènes sont investis dans plusieurs formations de master 1 et 2 dans l'ensemble des tutelles. Ils assurent des cours portant sur leurs travaux de recherche dans le domaine du journalisme, de l'action publique, de l'expertise, de l'analyse des politiques territoriales, des politiques sociales, du care, des politiques de santé et des politiques en direction de la jeunesse tout particulièrement, la coordination de certaines unités d'enseignement, mais ont aussi la responsabilité de plusieurs de ces masters. La liste des masters est la suivante :

- . Master recherche « Analyse des problèmes publics » (cohabilitation Rennes 1, Science Po Rennes) (Responsable : Sylvie Ollitrault et Benoit Giry)
- . Master Pro « Gouverner les mutations territoriales » (Rennes 1, Science Po Rennes) (Responsable : Thomas Aguilera)
- . Master « Journalisme : enquêtes et reportage » (Rennes 1, Science Po) (responsable : Christophe Gimbert)
- . Master « Relations internationales, mondialisations et interculturalités » (Science Po Rennes, Rennes2) (responsable Gilles Richard)
- . Master Politiques européennes (Rennes 1) (responsable Claire Visier)
- . Master 1 Santé Publique parcours Sciences Sociales (cohabilitation EHESP, Rennes 1 (faculté de médecine), (Responsable : Blanche Le Bihan)
- . Master 2 Pilotage des politiques et actions en santé publique (PPASP), (cohabilitation EHESP, IEP de Rennes) (Responsable : Arnaud Campéon)
- . Master 2 « Enfance Jeunesse : politiques et accompagnement », cohabilitation EHESP avec l'Université de Rennes 2, l'université de Rennes 1 et l'Université Bretagne Occidentale (Responsable : Virginie Muniglia)

- . Master 2 « Situations de handicap et participation sociale », cohabilitation EHESP avec l'Université rennes 2 et Université Rennes 1
- . Master Européen Erasmus Mundus EUROPUBHEALTH,
- . Master « Evaluation en santé » – cohabilitation de l'EHESP avec l'Université d'Auvergne, Clermont I (faculté de médecine),
- . Master « Education à la santé des enfants, adolescents et jeunes adultes » – cohabilitation de l'EHESP avec l'Université d'Auvergne – Clermont I (faculté de médecine), l'Université Blaise-Pascal – Clermont II (ESPE Clermont Auvergne) et l'Université Claude Bernard – Lyon I (ESPE Académie de Lyon).

A la fin du quinquennal, la quasi-totalité des doctorants aura un financement (contrats doctoraux MENRT, ARED, contrats CIFRE, contrats EHESP).

L'unité compte en juin 2020 : 47 doctorants dont 3 cotutelles, répartis sur trois écoles doctorales : ED DSP (27 doctorants) ; ED STT (UR1 : 10 doctorants ; UR2 : 8 doctorants) ; ED EDGE (3 doctorants).

Pour les financements doctoraux sur la période du quinquennal, on comptabilise:

- 3 CD ADEME
- 5 CD CIFRE
- 4 CD ARED
- 1 CD ARED – ADEME
- 1 CD ARED - IRESP
- 1 CD ARED – LABEX MER (Ared réservé TMAP)
- 1 CD ARED – Rennes Métropole – Brest Métropole (Ared réservé TMAP)
- 1 CD ARED – MENRT
- 1 CD ARED – UR1
- 1 CD ARED – UR2
- 10 CD MENRT-MESRI (2 UR1, 2 IEP, 1 UR2, 5 contrats ministère)
- 1 CD IDA
- 1 IE chaire INPES
- 1 IE chaire Jeunesse
- 1 Boursière IDA et université Rennes 2
- 4 Boursiers de gouvernements étrangers (québécois FRQSC, ivoirien, hongkongais, camerounais)
- 11 salariés (entreprise et éducation nationale)
- 2 ATER
- 3 Ressources propres

La place des jeunes chercheurs est très importante dans l'unité. Le souci, précocement affirmé au CRAPE-Arènes, d'apporter un soutien significatif aux doctorants demeure une dimension marquante de la gouvernance de l'unité. Présents au conseil de laboratoire, les doctorants sont correctement hébergés sur les différents sites. Les doctorants s'impliquent dans l'organisation de colloques et journées d'étude. Le séminaire des doctorants (trois par année), à la fois lieu d'échange scientifique et espace de discussion sur les problèmes qui leur sont spécifiques (stratégies de financement, de publication, de professionnalisation...) est un lieu important de la vie de l'unité. L'équipe de direction y est invitée pour un échange sur la place des doctorants au sein du laboratoire.

Conformément à une politique ancienne menée au sein de l'unité, les demandes de financement présentées par les doctorants sont examinées de la même façon que celles des titulaires. Sont financées en priorité les missions pour intervention lors d'une manifestation scientifique nationale ou internationale (congrès, colloque, journée d'étude) et les missions pour réalisation d'une enquête de terrain. Enfin, l'unité prend en charge la reprographie de 10 exemplaires de la thèse en vue de la soutenance et des candidatures.

Au plan des écoles doctorales, les données concernant les soutenances sont les suivantes sur la période du quinquennal :

2015	2016	2017	2018	2019	2020	TOTAL
2	6	7	2	8	4 au 1 ^{er} sem. et 10 prévues au 2 ^e semestre	25 soutenances entre 2015 et 2019 et 4 au 1 ^{er} semestre 2020 Soit 29 soutenances

Au total, 29 soutenances auront eu lieu sur la période : dont 3 en histoire relevant de l'ED STT ; 6 en sciences de gestion, (EDs SHOS et EDGE), 2 en sciences de l'information et de la communication et 18 en science politique (EDs SHOS et DSP). A noter 4 cotutelles. Nous devons rappeler que les doctorant.e.s restent membres du laboratoire pendant 3 ans après la soutenance et que l'objectif est d'accompagner leur insertion professionnelle voire de les orienter vers les post-doctorats (même si l'internationalisation reste encore faible). Par ailleurs, nous accueillons des Ingénieurs sur projets en particulier grâce à l'activité contractuelle ou aux chaires (7 IR).

L'encadrement doctoral

Deux membres de l'unité ont obtenu leur HDR en cours du quinquennal en septembre 2018 : Emilie Biland promue à Sciences Po en septembre 2019, nommée professeure des universités et Thomas Frinault, maître de conférences à l'université Rennes 2.

Bilan des HDR par section CNU

Section CNU	2015	1 ^{er} janvier 2017 début du contrat quinquennal	30 juin 2020	Pour information les effectifs HDR dans le projet au 1 ^{er} sept. 2020
Section 04	8	6	7	6
Section 19	2	2	2	2
Section 71	2	2	1	1
Section 06	3	3	1	1
Section 05	1	1		
Section 22	1	4	4	3
Section 21	1	2	1	1
Section 46	1	1	1	1
Section 24		1	1	1
Section 1			1	1
TOTAL	19	22	19	17

Bilan des HDR par établissement tutelle

Établissement	2015	1 ^{er} janvier 2017 début du contrat quinquennal	30 juin 2020	Pour information les effectifs HDR dans le projet au 1 ^{er} sept. 2020
CNRS	4	3	3	3
Université Rennes 1	4	3	3	3
Sciences Po Rennes	6	7	6	5
Université Rennes 2	1	4	4	3
EHESP	2	3	2	2
Hors tutelle	2	2	1	1
Total	19	22	19	17

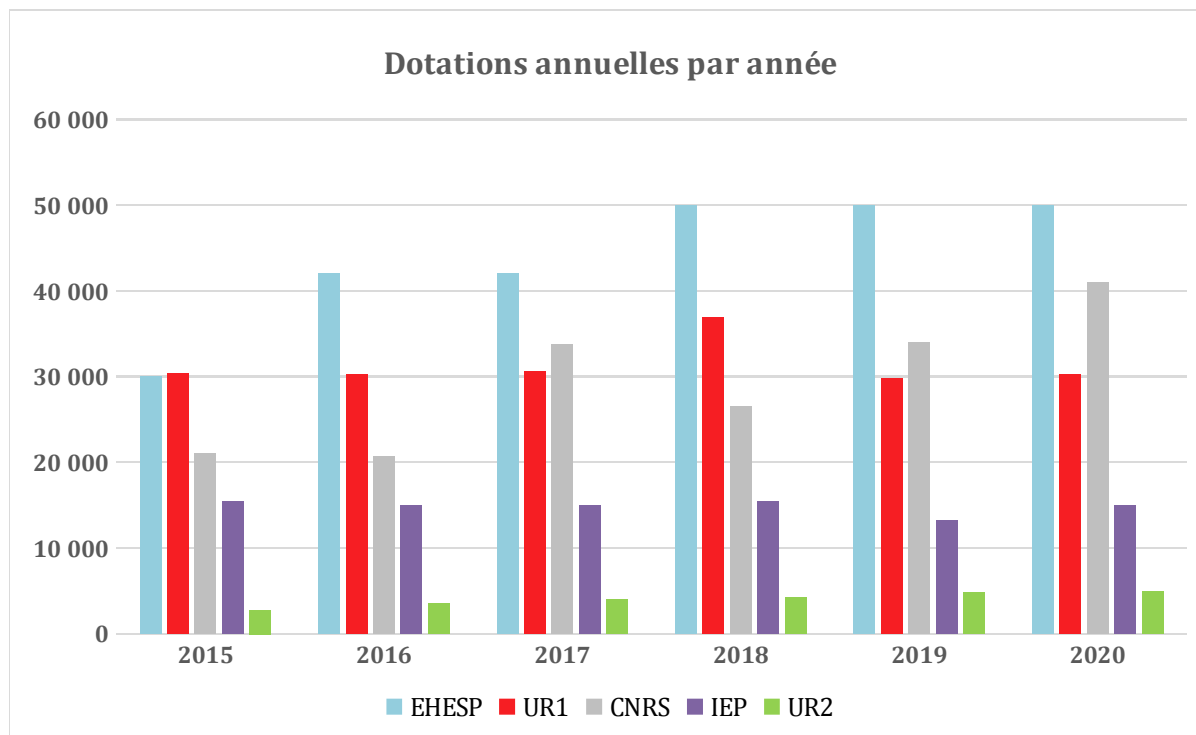
Les moyens financiers

➤ **Arènes – Les dotations 2015-2020**

(hors contrats de recherche et financements colloques)

	2015	2016	2017	2018	2019	2020
EHESP	30 000	42 000	42 000	50 000	50 000	50 000
UR1	28 949	28 948	26 126	27 432	28 804	30 244
Autres UR1 (actions incitatives / collab internationales)	1 500	1 300	4 500	9 500	1 000	4 000
CNRS	21 000	20 634	26 000	26 500	28 000	30 000
Autres CNRS (soutien jeune chercheur - SMI)			7 800		6 000	11 000
IEP	15 500	15 000	15 000	15 400	13 240	15 000
UR2	2 800	3 500	4 000	4 300	4 844	4 898
Total	109 749	111 382	125 426	133 132	131 888	145 142

Evolution des dotations de l'unité ARENES par année



Les trois tutelles les plus investies sont l'EHESP, Rennes 1 et CNRS, puis Sciences Po Rennes et la dotation globale a fortement progressé avec l'apport des contrats doctoraux d'établissement ou encore l'hébergement (chercheurs, doctorant.e.s, docteur.e.s ou encore chercheurs invités : chaire des Amériques Rennes), le soutien aux doctorant.e.s par les postes ATER ou encore l'accès au centre de documentation dédié notamment aux revues et littératures de sciences sociales.

Sur la période, les membres d'ARENES ont commencé à se saisir des soutiens financiers du CNRS en matière internationale. Sans être le seul guichet, cette orientation marque que les Arénistes ont vu leurs projets internationaux reconnus sur des appels à projets fortement concurrentiels (trois SMI). Une délégation CNRS vient d'être obtenue pour la prochaine rentrée 2020, à 100 %.

L'université Rennes 2 est restée partenaire mais elle offre une dotation équivalente à celle attribuée aux unités de recherche de l'établissement calculée sur le nombre d'EC et de doctorants impliqués. Les doctorants de l'unité inscrits à Rennes 2 bénéficient de même des moyens attribués par l'école doctorale gérée par l'établissement (aides à la mobilité, financement des jurys...). Les EC de l'unité peuvent bénéficier des moyens attribués par l'établissement à la recherche (Actions spécifiques, personnel dédié, gestion...), il en est de même pour les

bourses doctorales (établissement, ARED, montage de CIFRE). L'Unité dispose de locaux (salle spécifique et bureaux des EC), d'un personnel dédié au sein de l'établissement, bénéficie de la chaire des Amériques de professeurs invités (4 durant la période écoulée, originaires du Canada (1), du Brésil (1) et d'Argentine (2)). Par ailleurs quatre collections scientifiques sont dirigées par des membres de l'Unité aux Presses universitaires de Rennes qui sont en grande partie financées en personnels et en moyens par cet établissement : la collection de science politique « Res Publica », la collection de sociologie « Le Sens social », la collection de sciences sociales spécialisées sur les mondes américains en co-direction avec l'IDA : « des Amériques » et la toute récente collection « Métier de chercheur.e ».

Les ressources propres

Les ressources propres sont composées de l'obtention de contrats sur appel d'offres nationaux et internationaux mais aussi du financement des chaires. Sur la durée du quinquennal, le montant total de ces ressources propres était pour les seuls contrats de recherche de plus de trois millions d'euros.

V. en annexe la liste des contrats de recherche et des chaires

Politique scientifique

Les orientations scientifiques en vue d'améliorer l'attractivité de l'UMR au national et à l'international

Le mandat de la nouvelle direction a été marqué par les recommandations des tutelles et en particulier du CNRS liées à l'affectation d'un nouveau chargé de recherche³ dont le poste avait été fléché en section 40 sur le laboratoire ARENES. Cet effet d'orientation de l'INSHS sur une UMR qui perdait des chercheurs CNRS soit par effet biographique (départ à la retraite), soit par effet de mobilités (départ vers d'autres unités) a amené à prendre des initiatives plus pro actives pour améliorer la visibilité de l'UMR. Le changement de nom a permis également la mue de l'unité à un moment de son histoire permettant d'affirmer sa pluridisciplinarité dans le contexte où l'UMR pouvait accueillir de nouveaux enseignants-chercheurs et chercheurs sur des thématiques bien identifiées. Par ailleurs, il a été recommandé de ne pas isoler une équipe sur les médias qui connaissait une crise démographique. Elle a été donc absorbée par l'équipe 2 qui elle-même a redéfini son périmètre de recherche. Cette fusion a été compensée

¹ Sylvie Ollitrault et son équipe ont remplacé celle de Claude Martin, en raison d'un refus de prolongement de mandat par le CNRS. Elle a donc reconfiguré son équipe de direction pendant l'été 2016 et a reçu une lettre de mission des tutelles pour soutenir une politique d'attractivité.

par la création d'un chantier transversal intitulé « Médiatisation et construction des problèmes publics ». Par ailleurs, la volonté de l'EHESP a été d'impliquer et de positionner les UMR au cœur de sa politique de recherche. Ainsi, les thématiques SHS sont apparues comme plus prégnantes et visibles dans le programme stratégique de l'établissement au même titre que l'UMR INSERM IRSET relevant de la biologie/santé. Il a été possible de créer des ponts stratégiques en interdisciplinarité sur santé /environnement (journée d'étude, séminaire, recherche en commun, accueil à l'IRSET d'une doctorante ARENES). Les politiques sociales sur jeunesse, petite enfance ou encore le handicap sont des pôles stables dans l'UMR avec de nombreuses activités et du soutien à l'emploi scientifique junior (post doctorat). Par ailleurs, les questions de santé globale, santé des migrants permettent des collaborations fructueuses avec l'UMR ESO et les questions de santé et urbanisme forment un questionnement émergent dans l'unité. L'affectation de 3 chercheurs CNRS répond globalement à cette orientation de renforcement thématique en sciences sociales: 2 CR en science politique (santé/environnement et jeunesse), 1 CR en histoire (handicap).

Sciences Po Rennes a aussi orienté ses affectations vers ARENES afin de renforcer des thématiques transversales sur environnement et territoire. Ainsi, de nouveaux membres enseignants sur le Campus Caen ont rejoint l'UMR en ayant l'objectif de nourrir la réflexion sur les questions de développement durable, de transition écologique de manière pluridisciplinaire (géographe, juriste). Le renforcement des liens avec le CNRS est indubitable grâce à la Chaire sur les générations futures. Dans ce cadre, l'UMR s'organise sur une politique d'affectation des moyens en particulier (humains, matériels) dans un contexte de contrainte budgétaire demandant une orientation plus affirmée de certaines orientations scientifiques.

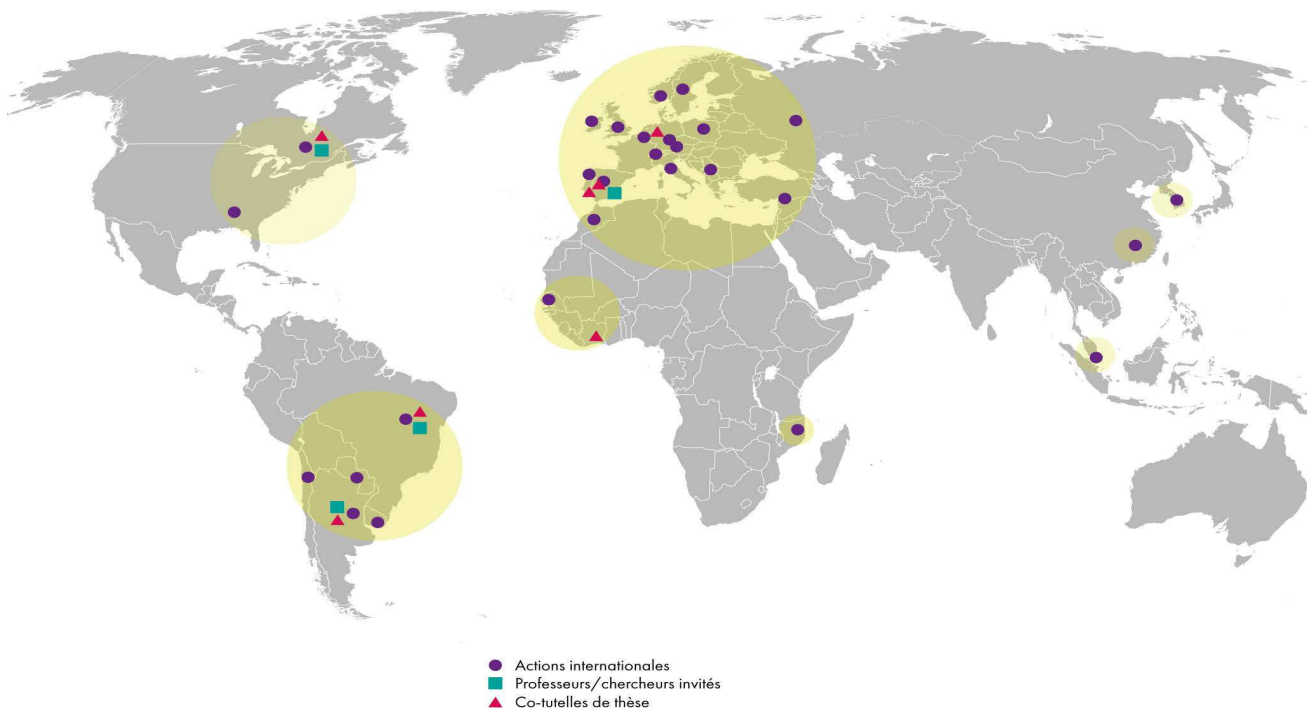
Les deux points d'alerte lors du précédent contrat à savoir faiblesses de recrutement CNRS et à Sciences Po Rennes ont été dépassés.

Rennes 1 a permis dès le début du mandat de pourvoir un poste de PU en information-communication mais le contexte budgétaire n'a pas permis de soutenir le maintien de poste en science politique à la faculté de droit et de science politique. L'UMR est dorénavant déficitaire sur le volet science politique (1 poste PU gelé et une pyramide des âges faisant craindre la perte de postes). Dans ce contexte, Rennes 1 a soutenu le laboratoire via des contrats doctoraux et reste notre principale tutelle avec Sciences Po-Rennes (2 contrats doctoraux + hébergement des doctorant.e.s) sur le soutien en contrats doctoraux.

La politique développée depuis 2017 visait à fluidifier les relations avec les tutelles pour soutenir la politique du site et faire d'ARENES un laboratoire SHS à l'échelle Grand Ouest pouvant être identifié sur des thématiques s'articulant aux potentiels de recherche rennais. L'objectif global a consisté à passer d'une UMR généraliste en SHS à une UMR à l'identité plus affirmée et ouverte à l'interdisciplinarité sans renoncer à ses compétences d'analyse du politique largo sensu. Dans ce cadre, les chercheurs et enseignants chercheurs ont participé à trois projets PIA (Projets d'Investissement et d'Avenir) pour la création d'Écoles universitaires de recherche

(EUR) : Intelligence environnementale (projet non retenu), Approches créatives de l'espace public (CAPS) (projet retenu) et Etudes transaméricaines (TRANSAM) qui n'a pas été déposé.

De plus, l'unité a pour politique de participer au financement d'aides à publication dès lors qu'il s'agit de travaux collectifs, éventuellement individuels, articles ou ouvrages, émanant des programmes de l'unité. Les demandes de financement doivent être soutenues par les équipes concernés puis examinées en conseil d'unité, donnant lieu à un vote décisionnel sur le montant accordé. Un effort particulier est réalisé concernant l'aide à la traduction. Un soutien ponctuel est accordé à des revues qui en font la demande dont les thématiques sont en phase avec l'unité et dont les membres sont partie prenante. L'internationalisation est soutenue par une orientation affirmée en soutien des ordres de missions (2 campagnes par an pour anticiper les demandes de financements). L'internationalisation et le soutien à la recherche junior est une priorité.



Source : www.free-vector-maps.com

Avant 2015, des collègues médecins (Jeannine Pommier, Agnès Ducros) étaient déjà présents dans l'UMR ; mais, l'orientation s'est affirmée à partir de 2017, Dominique Somme (PUPH) nous a rejoint et des médecins ou professionnels de la santé ont repéré le laboratoire comme étant un espace pouvant accueillir leurs recherches doctorales ou encore un appui à leur stage (étudiant en médecine et dentaire). Cette interface s'est faite également au moment de l'appel à projet IHU au second semestre 2017, ARENES était la seule UMR SHS impliquée dans ce projet qui n'a pas abouti à un dépôt mais a permis des collaborations inédites sur Enfance (colloque avec la WAIMH en 2020) ou encore groupe de travail sur la radicalisation et projet de recherche obtenu (MITI CNRS/Ministère de la Justice interdisciplinaire (science politique, psychiatrie). Ces dynamiques présentes font que l'UMR ARENES est dorénavant présente sur le site de la faculté de médecine (deux collègues d'ARENES : PUPH Dominique Somme et Anthony Chapron, doctorant, sont membres de la commission scientifique de l'UFR de Médecine) comme étant une des UMR pouvant accueillir la recherche sur les thématiques de santé largo sensu. La santé et le genre représente également déjà une réflexion transversale dans l'unité (deux colloques en 2020).

Le laboratoire étant identifié par le CNRS sur la thématique « santé », Sylvie Ollitrault est membre du groupe de travail INSHS-CNRS, piloté par Marie Gaille (CNRS). Il est aussi présent en organisant des colloques de grande envergure sur la question du handicap. Les questions d'inégalités de genre et santé sont aussi au cœur de deux manifestations scientifiques à Rennes : santé et genre, périnatalité et questions de violence faites aux femmes. L'intérêt est que le laboratoire peut porter un regard SHS sur les questions de santé au travers de thématiques comme les politiques en matière de santé environnementale, d'inégalités sociales et de genre, les questions d'accès aux droits, en matière de santé globale (1 colloque en 2020), celle du traitement des pollutions. La liste n'est pas définitive mais l'ensemble marque une cohérence d'orientation sur ces questions émergentes dont l'UMR 6051 s'empare en portant un regard analytique et distancié de la recherche de « solutions ». Ce déplacement de regard, cette posture scientifique nous permettent d'être une plus-value dans le monde de la santé. **Notre position est donc résolument une recherche fondamentale en SHS sur des questions qui préoccupent la société.**

Dans cette dynamique, depuis octobre 2019, une consultation interne à ARENES est à l'œuvre pour intégrer de nouveaux collègues de l'EHESP « les services et le management en santé » (RSMS ou HSR pour Health and services research). Dans ce contexte, des chercheurs spécialisés dans la sociologie des organisations et du travail (EA MOS) ont choisi de s'associer à des chercheurs spécialisés dans les sciences quantitatives, l'épidémiologie et l'analyse des grandes bases de données médico-économiques (EA Repères) pour développer le champ de la recherche sur les services et le management en santé (RSMS). Une façon concise

de définir la RSMS est d'indiquer qu'elle s'intéresse à la performance et aux capacités de résilience des systèmes de prise en charge sanitaire et sociale. Les objets de recherche peuvent se décliner à différentes échelles sur différentes problématiques (organisationnelles, sociales, environnementales), intégrant de nombreuses disciplines scientifiques. La trentaine d'enseignants-chercheurs EHESP concernés (dont 11 HDR identifiés et leur douzaine de doctorants) représentent la sociologie, l'économie, les sciences de gestion, l'épidémiologie, les statistiques. L'orientation du groupe sur la RSMS est résolument tournée vers l'évaluation des politiques publiques de santé sous l'angle des méthodes mixtes (conjuguant approches quantitatives et qualitatives), balayant un large spectre allant de l'évaluation d'impact à l'évaluation réaliste.

2- Présentation de l'écosystème recherche de l'unité

La MSHB est installée à partir de septembre 2016 sur le campus de Villejean (dans l'enceinte de l'EHEP où est réuni l'ensemble du département SHS). Cette implantation donne un centre de gravité à l'unité en réunissant sur ce campus les membres permanents de l'EHEP et de l'Université Rennes 2, des personnels CNRS, des doctorant.e.s tout en bénéficiant d'espaces partagés (amphithéâtres, salles de réunion, administration/logistique de la MSHB et de l'EHEP). Depuis l'origine, les membres du laboratoire se sont investis dans la MSHB soit en responsabilité, soit en déposant des projets (nombre de projets financés par la MSH B sur la période). Un membre d'ARENES, Jean Luc Richard est le référent à la MSHB de la plate-forme PROGEDO, Emilie Billand a été représentante du pôle « gouvernance », Cyrille Harpet au sein du Pôle Santé et Société, et de nombreux membres de l'unité participent aux groupes de travail. Sur les questions de santé et environnement, des séminaires communs avec l'IRSET sont engagés. La MSHB est une plate-forme fédératrice en sciences sociales sur le site rennais qui est ouverte aux questionnements interdisciplinaires sur la santé, l'environnement, le numérique, la gouvernance. Parallèlement, le laboratoire ayant des membres à Caen (Campus Sciences Po), la MSH Caen a joué un rôle majeur dans le soutien de la Chaire Droits des Générations futures soutenue par le CNRS.

On notera concernant l'attractivité internationale de l'unité qu'au cours de la période écoulée, nous avons accueilli quatre professeurs invités sur la chaire des Amériques Rennes 2 (Canada, Brésil, Argentine), deux professeurs invités sur des fonds brésiliens et une bourse doctorale brésilienne (une deuxième est en préparation à compter de novembre 2020), tous trois provenant de l'Université fédérale de Santa Catarina et pour une durée de six mois chacun. Avec cette même université une thèse en cotutelle a été soutenue et une autre avec l'université de Buenos Aires. Ce qui vérifie la forte implication de l'unité sur les Amériques, que l'on peut observer sous d'autres formes de manière générale (participation à des congrès, publications, invitations, terrains...).

Les chaires

Cinq membres de l'unité sont ou ont été titulaires de recherche soutenues par des partenaires extérieurs : la chaire INPES et Santé publique France en « promotion de la santé » d'Eric Breton ; la chaire INCA/IRESP sur « Prévention des cancers/transfert des connaissances » ; la chaire de recherche sur la jeunesse de Patricia Loncle ; la chaire Sciences Po Rennes « Territoires et mutations de l'action publique » TMAP de Romain Pasquier et la chaire CNAF « Enfance, bien-être et parentalité » de Claude Martin. L'obtention de ces chaires a joué un rôle très significatif pour l'unité en constituant des groupes pérennes de recherche thématique, environné de moyens dédiés importants, permettant de stabiliser de manière pluriannuelle de jeunes chercheurs recrutés comme post-doctorants, ingénieurs d'étude ou de recherche. Le détail de cette dynamique des chaires est présenté dans les bilans par équipe.

L'engagement de l'unité ARENES dans le projet d'EUR Intelligence Environnementale (Ecole Universitaire de Recherche- 2017-2019) a consolidé les partenariats entre unités du site rennais (UMR Eco-bio, Géosciences, IRSET, LETG, ESO, IODE) et des structures fédératives (OSUR, MSHB). Ce projet scientifique interdisciplinaire et inter-institution repose sur une démarche intégrative et globale d'analyse des enjeux écologiques. Déposé auprès du comité de sélection des projets EUR durant la campagne 2019, le projet EUR Intelligence Environnementale a été reconnu pour sa qualité scientifique mais non financé sur le budget PIA (vague 3) du fait d'un champ scientifique trop proche de celui porté par l'université de Toulouse.

3- Produits et activités de la recherche de l'unité (de l'équipe / du thème)

Bilan scientifique global

Données chiffrées

Le tableau suivant présente le nombre total des réalisations de l'unité.

Articles scientifiques	295
Autres articles (articles publiés dans des revues professionnelles ou techniques...)	63
Monographies et ouvrages scientifiques, éditions critiques, traductions	29
Direction et coordination d'ouvrages scientifiques / édition scientifique	37
Direction et coordination de numéros de revues scientifiques	36
Chapitres d'ouvrage	287
Autres contributions (ouvrages de vulgarisation – dictionnaires – encyclopédies)	81
Éditions ou coordination d'un volume d'actes de colloques / congrès	14
Articles publiés dans des actes de colloques / congrès	47

Autres produits présentés dans des colloques / congrès et des séminaires de recherche

• Conférences invitées dans un congrès international	90
• Conférences invitées dans un colloque et séminaire national	180
• Colloques - Congrès internationaux	216
• Colloques – congrès – séminaires de recherche nationaux	313
• Communications par affiche ou poster dans un colloque/congrès	27
Ouvrages didactiques	4
Emissions radio, TV, presse écrite	337
Produits de vulgarisation : articles interviews, éditions, vidéos, etc - Débats science et société (conférences professionnelles – grand public)	225

Cette production rapportée à la taille de l'unité est considérable, Les membres d'Arènes ont publié près de 300 articles dans des revues académiques à comité de lecture, dans des revues de référence, qu'elles soient généralistes (*Revue française de science politique, Revue française de sociologie, Sociétés contemporaines, Genèses, Réseaux, Actes de la recherche en sciences sociales, Politix, Droit et Société, Politique européenne, Mots, ...*) ou spécialisées (*Sur le journalisme, Agora débats/jeunesses, Santé publique, Emulations, Retraite et Société, Gérontologie et société, Négociations, Sciences sociales et sport ...*).

En outre, les membres d'Arènes sont de plus en plus présents dans des revues internationales non francophones. Si la langue anglaise reste dominante à l'international, les membres de l'unité publient aussi dans des revues en espagnol, en portugais (Brésil), telles que *Ageing and Society, Social Policy and Administration, Journalism, Observatorio, Population, Mediterranean Politics, Journalism Studies, Paragrapho, International Journal of Environmental Research and Public Health, Revista de Investigaciones Políticas y Sociológicas, Mobilization, Poetics, Antitheses, Analise Social...*

L'activité scientifique du laboratoire est structurée en trois équipes :

- Politiques sociales et de santé. Inégalités et populations ;
- Engagement, vie politique et médias ;
- Institutions et échelles d'action publique.

Et en quatre chantiers transversaux :

- Environnement, développement durable et écologie politique ;
- Rapports ordinaires au genre ;
- Âges de la vie et transitions ;
- Médiatisation et construction des problèmes publics.

Quatre membres de l'unité sont titulaires de chaires de recherche soutenues par des partenaires extérieurs.

Le bilan par équipe

Bilan des activités de l'équipe 1 : Politiques sociales, Inégalités et Populations (POSSIP)

Responsables : Blanche Le Bihan, Claude Martin, Béatrice Valdes, Virginie Muniglia

L'équipe **POSSIP** est composée de près de 50 membres relevant de plusieurs disciplines : sociologie, science politique, démographie, économie et santé publique : 3 chercheurs Cnrs ; 24 enseignants-chercheurs, 4 ingénieurs d'études et de recherches EHESP et 16 doctorants, tous bénéficiaires d'un financement doctoral (contrats MESR, ARED, CIFRE, etc.).

Des groupes thématiques : Cette équipe multidisciplinaire regroupe plusieurs pôles thématiques dont les travaux ont en commun d'interroger les enjeux politiques, sociaux et organisationnels associés à la santé et au bien-être des populations dans les sociétés occidentales. L'un de ces groupes se consacre à la question du handicap dans la perspective des *disability studies*. Un autre groupe thématique se consacre à la problématique de la perte d'autonomie et de ses prises en charge par les professionnels et les aidants. Un autre groupe thématique se consacre aux politiques en direction de l'enfance et de l'adolescence. Et enfin un dernier aux questions de promotion de la santé.

Des séminaires de recherche tous les deux mois ont assuré la circulation de l'information et permis de rendre compte des travaux au sein de l'équipe. Bénéficiant d'un lien direct avec le monde professionnel de la santé (en particulier via l'EHESP), l'équipe dispose d'une forte légitimité en matière de recherche et d'expertise relative aux politiques sociales et de santé, et d'une forte attractivité qui s'est traduite par la création de **plusieurs chaires avec des partenaires extérieurs** comme la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA), l'Institut national de prévention et d'éducation pour la santé (INPES), aujourd'hui intégré dans Santé publique France ; l'Institut national du cancer (INCA), et plus récemment la Caisse nationale des allocations familiales (CNAF). Les chaires ont joué un rôle très structurant pour les activités de recherche de l'équipe.

Le financement de ces nouveaux instruments de développement de la recherche ont permis d'obtenir un **budget cumulé** de ces grands organismes d'un montant de **près de deux millions d'euros**, plus un certain nombre de contrats de recherche obtenus grâce à l'appui de ces budgets pluriannuels qui ont permis de recruter des ingénieurs et post-doc. Au cours des cinq dernières années, l'équipe a maintenu un rythme élevé de publications. Parmi les points forts et activités structurantes, nous retiendrons le rôle des chaires et l'importance de l'activité de recherche contractuelle, du fait de nombreux appels d'offres et d'une forte demande de connaissances sur ces thématiques.

Un chantier de recherche sur les âges de la vie

Plusieurs membres de l'équipe étaient impliqués dans un chantier de recherche sur la question des âges de la vie qui s'est réuni autour d'une série de séminaires et de présentations de travaux de recherche sur ces questions combinant analyse des transitions d'âge et définition de politiques des âges. A la fin du dernier quadriennal, la décision a été collectivement prise de fusionner ce chantier au sein de l'équipe, dans la mesure où les personnes impliquées étaient en très grande partie les mêmes. Cette fusion a aussi conduit à renommer l'axe de recherche.

Depuis janvier 2019, il a été ré-intitulé : Inégalités sociales et de santé aux âges de la vie (ISSAV)

- de janvier 2015 à décembre 2017, a été financée une chaire EHESP-INPES (Institut National de Prévention et Education pour la Santé) « promotion de la santé » (Titulaire : Eric Breton. Montant : 900,000€). Pour la production, voir le site <http://www.ehesp.fr/recherche/organisation-de-la-recherche/les-chaire/chaire-inpes-promotion-de-la-sante-a-ehesp/>

- de juillet 2015 à juillet 2018, a été financée une chaire EHESP-INCA (Institut national du cancer) sur « Prévention des cancers et transferts des connaissances » (Titulaire : Linda Cambon. Montant : 540,000€). Pour la production, voir le site <https://www.ehesp.fr/recherche/organisation-de-la-recherche/les-chaire/chaire-de-recherche-en-prevention-des-cancers-incairespehesp/>

Depuis avril 2017, une nouvelle chaire a été mise en place avec le soutien de la Caisse nationale des allocations familiales et de son département « Recherches et statistiques » : **chaire de recherche CNAF – EHESP « Enfance, bien-être, parentalité »** (avril 2017-décembre 2020) (subvention CNAF : 450,000, coût complet 600 000€). Titulaire : Claude Martin. Equipe de la chaire : Kevin Diter (post-doctorant), Julia Buzaud et Zoé Perron (ingénieure d'étude).

Les contrats de recherche

Les thématiques de recherche portées par cette équipe répondent à une forte demande de recherche en provenance de nombreux organismes qui développent une politique scientifique sur les thématiques de la santé publique, de la prévention, des inégalités de santé, qu'il s'agisse d'appels d'offres européens, ou d'appels d'offres nationaux dans le champ de la protection sociale.

Sur la période écoulée, ce sont **plus de 2 millions et demi d'euros de contrats de recherche** qui ont été obtenus

Contrats européens :

- **ESPN European social policy network**, réseau européen financé par DG Emploi Commission européenne sous la direction du LISER (Luxembourg Institute for socioeconomic research). Du 1/12/2015 au 30/12/2018, contrat renouvelé du 1/01/2019 au 31/12/2022, responsable équipe française : C. Martin, montant : 144,000 pour le premier contrat ; 160,000€ pour nouveau contrat.
- **CEQUA** -Network and quality and cost effectiveness in long-term care and dependency prevention. Recherche européenne menée sous la direction de la London school of economics pour la DG emploi de la Commission européenne : (1/01/2016 au 30/04/2019, montant : 25,600€, responsable : B. Le Bihan).
- **MIG-HEALTHCARE** Strengthen Community Based Care to minimize health inequalities and improve the integration of vulnerable migrants and refugees into local communities. Recherche financée par Commission Européenne- 3rd Health Programme (avril 2017 – avril 2020, responsable : S. Combes, montant : 111,140€)

Contrats nationaux

Avec l'IRESP :

- **HanPsyJe** - Handicap et troubles psychiques lors du passage à l'âge adulte : enjeux des diagnostics et filières de prise en charge » (octobre 2014 – avril 2018, Responsable : C. Martin, montant : 145,700€).

Département d'évaluation de la recherche

- **TC REG** - Evaluation d'un dispositif de transfert de connaissances sur les modalités de pilotage et de mise en œuvre de la prévention en région (mars 2017 – décembre 2019, responsable : L. Cambon, montant : 99,800€)
- **CLOTERRÉ** - Stratégies locales de prévention primaire et de promotion de la santé : les contrats locaux de santé comme dispositifs de territorialisation des politiques régionales (mai 2017 – mai 2020, responsable : E. Breton, montant : 200,000€)
- **POTERRI** - Politiques territoriales de la petite enfance - Implantation des services et prise en compte des inégalités sociales de santé (septembre 2018 – août 2020, responsable : M-R Guével, montant : 76,000€).
- **PROPLAint** - La critique ordinaire des usagers en santé mentale : du processus d'émergence et de traitement des plaintes au sein des établissements à leurs effets sur l'institution (oct 2018 – septembre 2020, responsable : E. Fillion, montant : 150,000€).
- **SODATAX** - Analyse de l'élaboration, de la mise en œuvre et des effets de la "taxe" soda appliquée en France depuis le 1er juillet 2018 (décembre 2019 – novembre 2023, responsable : F. Jabot, montant : 185,000€).

Avec l'INSERM

- **Objets connectés**. Exploration de l'efficacité et des conditions d'efficacité des objets connectés et applications santé en prévention dans et hors du système de soins (janv 2016 – décembre 2017, responsable : L. Cambon, montant : 44,800€).

Avec l'INCA

- **Prévention tertiaire en cancérologie** (mars 2017 – mars 2018, responsable : E. Breton, montant : 29,500€).
- **GREENH_City** - GoveRnance for Equity, EnviroNment and Health in the City. (février 2017 – octobre 2020, responsable : J. Pommier, montant : 221,300€).
- **CANOPEE** - CANcers chez les personnes suivies pour des trOubles Psychiques sÈvèEs : des défauts de prise en charge ? (novembre 2019 – novembre 2022, responsable : D. Moreau, montant : 119,000€).

Autres financeurs ;

- **DYANA** : DYnamiques et recompositions professionnelles autour de la maladie d'Alzheimer ANALyse qualitative du rôle des professionnels du soin, des nouveaux professionnels et des dispositifs créés par le Plan Alzheimer » (janvier 2015- août 2016, financement Fondation de coopération scientifique du plan Alzheimer, responsable A. Sopadzhiyan, 80,000€).
- **CARE**, recherche sur ménage d'aidants, DREES, (décembre 2016 – septembre 2018, Responsable : B. le Bihan, montant : 24,800€).
- **REVERSEJ** Réversibilité et irréversibilité dans les trajectoires de décohabitation des jeunes adultes. Financement DRJSCS (Novembre 2016- mai 2019, responsable : V. Muniglia, montant : 68,700€).
- « Emploi des personnes handicapées dans la fonction publique, programme de recherche soutenu par le Fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique (FIPHFP) pour une période de quatre ans, 2012-2016 (avril 2017 – mars 2021, responsable : M-R Guével, montant : 750,000€). Les objectifs sont de mieux connaître et comprendre les pratiques d'insertion et de maintien dans l'emploi des personnes handicapées au sein des trois fonctions publiques.
- **AFFUT**- Visions futur des jeunes. Recherche financée par la CNAF (janvier 2020 – décembre 2020, responsable : C. Martin, montant : 35,000€).

Interactions avec l'environnement économique et social, activités d'expertise

L'équipe de la chaire « promotion de la santé » a mené également plusieurs projets qui s'inscrivent dans la recherche interventionnelle, dont « Agir sur les déterminants sociaux en Pays de Redon – Bretagne Sud (financement de l'**Inca**) et la recherche sur "Les déterminants de la consommation populationnelle d'alcool : développement d'une grille d'analyse des politiques nationales et application au cas de la France". Des membres de l'équipe, en particulier François Jabot et Anne Roué-Le Gall ont également mené de nombreux travaux d'évaluation d'impact sur la santé avec le soutien de divers organismes (IREPS Bretagne, DGS, Lille métropole, par exemple).

Réseaux

Les membres de l'équipe sont impliqués dans plusieurs réseaux de recherche :

- l'Association Française de sociologie (membres du bureau du réseau thématique Vieillesse, du réseau thématique Famille, ou du réseau thématique Politiques sociales)
- le GDR CNRS sur le Vieillesse et la longévité qui implique plusieurs institutions et EPST (INED, INSERM, Cnrs ; Cnav, la Cnsa) et des laboratoires dont le CERIES de Lille 3, le CERMES 3 de Paris 5, le centre Max Weber de Lyon, le SESSTIM, le CRAPE. Claude Martin est impliqué dans le comité de pilotage de 13 membres de ce GDR. <http://gdr.site.ined.fr/>
- l'Institut Fédératif de Recherche sur le handicap (INSERM, CNRS) <http://ifrhandicap.inserm.fr/>

Bilan des activités de l'équipe 2 : Engagement, vie politique et médias Responsables : Christophe Gimbert, Christine Guionnet et Bleuwenn Lechaux

L'histoire de l'équipe

L'équipe 2 est constituée d'une quarantaine de membres titulaires de plusieurs disciplines (science politique, sociologie, sciences de l'information et de la communication, histoire) s'intéressant à la sociologie des acteurs intervenant à des niveaux tant infrapolitiques (mobilisations sociales) que plus institutionnels (liens à la citoyenneté, étude de la vie politique et de ses acteurs privilégiés), ainsi qu'aux transformations de l'exercice du journalisme et ses marges (construction historique, identités et pratiques professionnelles, discours, socio-économie des médias). Elle est le fruit de la fusion, en juin 2017, de deux ex équipes (2 : « Journalisme et espace public » et 3 : « Mobilisations, citoyenneté et vie politique »), suivant une recommandation du CNRS. Les affinités scientifiques et coopérations étaient déjà nombreuses entre ces équipes (séminaire « Engagement et (dé)territorialisation », ANR Sombrero, Partispace H2020, ANR [RSJ MÉDIS](#), chantier « Rapports ordinaires au genre »). Une AG des membres des deux anciennes équipes a donc procédé à un vote et la fusion a été adoptée à l'unanimité.

Axes de recherche de l'équipe

Depuis 2015, l'ensemble des membres de l'équipe a mené une réflexion sur les engagements politiques de fractions invisibilisées de l'espace social (jeunes adultes, femmes, classes populaires) mais aussi, et *a contrario*, de classes dirigeantes, et sur le recours à des formes non conventionnelles d'action politique (engagements informels, amateurs, peu publicisés, inscrits dans les pratiques professionnelles, et tentatives de faire de la politique « autrement » ou « ailleurs »). Elle a interrogé les processus de professionnalisation ou de déprofessionnalisation dans différents champs, politiques et

médiatiques. La médiatisation et la construction des problèmes publics ont aussi été au cœur de ses préoccupations.

Ces différentes thématiques ont revêtu une dimension internationale forte, tant du point de vue des terrains investis que des collaborations scientifiques. Les travaux d'analyse comparée y ont été nombreux : à l'échelle de pays infra-européens (France, Allemagne, Angleterre, Belgique, Italie), entre la France et des pays extra-européens, notamment américains (États-Unis, Canada, Argentine, Brésil, Cône sud-américain), ou à l'échelle internationale infra-régionale (Bretagne-Québec-Pays de Galles). L'ancrage socio-historique de la vie politique a été prégnant et attractif, puisqu'il a permis d'accueillir régulièrement de nouveaux membres historiens, venant consolider la pluridisciplinarité et la dynamique internationale.

D'un point de vue plus global, les recherches de l'équipe se sont inscrites dans **quatre pôles** principaux : 1. Les formes d'intervention citoyenne et les modalités d'intervention publique à leur égard ; 2. Les mobilisations et les engagements politiques ; 3. Les organisations médiatiques et politiques ; 4. La profession journalistique et ses frontières (cf. site Internet d'Arènes pour plus de détails).

Contrats

Le dénominateur commun de l'équipe 2 a été sa participation à de nombreux programmes de recherche collectifs européens et nationaux sur des questions porteuses comme l'engagement des jeunes, les mobilisations collectives et les aires culturelles (l'Afrique du Nord, les Amériques).

L'un de ses projets structurants a été le programme de recherche Horizon 2020 *Partispace* (Espaces et styles de participation, modalités de participation formelle, non-formelle, informelle des jeunes dans les villes européennes). Ce projet de 2 millions d'euros pour l'ensemble du consortium s'est officiellement déroulé de 2016 à 2018, mais a en réalité mobilisé l'équipe pendant au moins deux années supplémentaires (temps de production des ouvrages et articles de valorisation des résultats), soit jusqu'à la fin 2020. Plusieurs publications en ont été tirées ou sont en préparation. Parallèlement à cela, l'équipe a également piloté un projet de recherche-action intitulé *Jeunes en Trans* (financement de PIA). Il a eu pour objectif de mettre en œuvre au niveau local des politiques transversales en direction de la jeunesse englobant tous les niveaux de décision et tous les acteurs d'action publique. La Chaire jeunesse a été chargée du pilotage de ce projet et de son analyse scientifique.

Le projet ANR SOMBRERO a représenté une autre dynamique constitutive. Après une première phase de recherche au sein d'archives, l'enquête s'est poursuivie à travers la réalisation de récits de vie. Cette ANR a été l'un des aboutissements d'un travail de longue haleine sur les incidences biographiques du militantisme des années 1968 au sein de trois « familles » militantes (gauches alternatives, féminisme et syndicalisme) dans cinq villes françaises (Rennes, Nantes, Marseille, Lille et Lyon). Une rencontre internationale *Activists Forever*, s'est tenue en juin 2014 et a débouché sur plusieurs ouvrages collectifs en français et en anglais. L'ANR a en outre donné lieu à la tenue d'un panel lors de la General Conference de l'ECPR, à Montréal, en 2015, et à une journée d'étude autour des « années 68 » à Rennes en juin 2019.

Parmi les contrats ayant trait à l'engagement, on peut citer le contrat DEMOSTER - Démocratiser la transition énergétique (lire en Chantier Environnement), ainsi que plusieurs recherches collectives : enquête sur les enfants de Syrie (MITI 2020 : CNRS/Ministère de la

Justice) ; enquête financée par le CNRS sur la : « Conversion religieuse en prison : de la réinsertion à la radicalisation ? ».

Un autre domaine d'expertise reconnu de l'équipe concerne les médias. A ce titre, plusieurs membres ont participé à l'ANR consacrée à la responsabilité sociale des journalistes de sport, (comparaison France, Italie, Angleterre). Le projet a donné lieu à l'organisation d'un colloque, ainsi qu'à des publications scientifiques et de vulgarisation. Sur le thème du journalisme, citons encore un projet européen sur la déontologie en Europe et les enjeux digitaux (Financement Europe, 2019-2020) et un projet sur la médiatisation de l'islam dans les médias belges (financement FNRS, 2019-2020).

Enfin, des membres de l'équipe copilotent plusieurs recherches portant sur le numérique : par exemple le programme « Réenchanter la démocratie via le numérique ? » (2017-2020), ou encore l'ANR sur les mutations du métier politique au prisme des big datas (MUTADATA) -2020-2023-. qui porter le regard sur les prestataires spécialisés dans la collecte, la gestion et l'analyse des bases de données afin d'interroger les fluctuations des frontières partisanes et les reconfigurations du travail politique tiraillé entre professionnalisation, expertise et militantisme (comparaison France/EU). Dans une dimension proche, plusieurs contrats ont été liés au GIS Marsouin (dont trois membres de l'équipe participent au comité scientifique), groupement de laboratoires de recherche bretons et ligériens travaillant sur les usages du numérique et soutenu par le Conseil régional de Bretagne. Quatre projets de recherche ont été financés – à une hauteur de 10 000 € chacun (mise en place du plan breton de Visioconférences, démarches d'Open Data en Bretagne, pratiques numériques des collégiens, sur l'histoire de l'informatisation des entreprises de presse).

Chaire

En 2012, l'équipe a obtenu une Chaire de recherche sur la jeunesse, soutenue par le Conseil régional de Bretagne, l'Etat via la Direction régionale de la jeunesse et des sports de Bretagne, l'Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire, le Centre régional d'information jeunesse de Bretagne et plusieurs collectivités locales bretonnes. Cette chaire a organisé, depuis sa création, de très nombreux séminaires mensuels, des journées thématiques, un site web, des programmes de recherches-actions et de recherche académique. Elle a financé plusieurs thèses sur les questions de la jeunesse, et a permis, notamment via le projet *Jeunes en Trans*, de nombreuses interactions avec l'ensemble des acteurs publics, associatifs, jeunes et du monde de l'entreprise de la Région.

Parmi les activités de cette Chaire, les travaux de l'équipe 2 ont été plus particulièrement concernés par l'axe transversal « participation des jeunes » pratiques d'engagement, activités militantes, sentiment d'appartenance aux territoires.

Colloques et journées d'étude

Outre les colloques dont l'organisation a pu être prise en charge par des membres de l'équipe 2 mais qui relevaient de chantiers transversaux (cf. notamment le chantier Rapports ordinaires au genre), les colloques spécifiquement organisés dans le cadre de l'équipe ont été nombreux : cf. notamment un colloque intitulé « Saisir l'engagement 'improbable' dans sa routine professionnelle » les 8 et 9 octobre 2015 à l'IEP de Rennes. Cet événement scientifique a rassemblé des chercheurs inscrits dans une grande diversité de centres de recherches en sciences sociales et d'universités et a permis de valoriser le travail de doctorants travaillant sur les relations entre professions et engagements.

Un autre colloque a été organisé sur le thème « Les conditions de production de l'information télévisée. Diversité dans l'information sportive : de la formalisation à l'application », à Lannion, les 11-13 octobre 2017, – organisé dans le cadre de l'ANR précitée.

Sur le thème de la radicalité, des événements scientifiques ont également été organisés ou co-organisés, à l'instar de la ST au Congrès de l'AFSP (Montréal), le 3 juillet 2019, intitulée « Prévenir les radicalités violentes : du 'problème' aux dispositifs d'action publique ».

Séminaires internes et participation aux chantiers

Outre ces domaines de spécialisation, l'équipe a souhaité structurer une recherche collective en son sein en organisant chaque année une **journée d'études**. Celle-ci a eu pour objectif l'appropriation de plusieurs formes de travail collectif : des exposés réalisés par certains membres de l'équipe sur leurs travaux, des séminaires organisés autour de notions clefs ou d'ouvrages mobilisant plusieurs d'entre nous, des rendez-vous scientifiques autour de questions méthodologiques. Il s'agissait aussi de déceler des problématiques et approches théoriques ou méthodologiques communes à partir desquelles nous organisons des événements scientifiques ou d'impulser la constitution de groupes de travail autour de projets de publications collectives. A la suite de la journée d'études de 2018 ont été lancés les **ateliers de la recherche**, espace de discussion ouvert à tous les membres de l'unité. Au rythme de deux à trois séances par an, rassemblant entre quinze et trente personnes, outre des sessions de formations (par exemple à un logiciel cartographique) et de présentation de recherches orientée autour des questions méthodologiques (par exemple la démarche comparative), les ateliers de la recherche ont permis la confrontation, au sein de petits groupes de travail, de textes en cours d'écriture.

S'est également tenu, à partir de janvier 2019, le **séminaire « Éducation et mobilisations sociales »**, au rythme d'une séance par mois jusqu'en juin 2019. Il avait pour objectif de réfléchir aux liens entre éducation, mobilisations sociales et expériences alternatives, de nombreux espaces tournés vers la transformation sociale se dotant d'instances de formation. Outre des membres de l'équipe 2, des universitaires de l'Université Paris VIII et du Collège coopératif en Bretagne y ont participé, notamment autour de pratiques de recherche-action et de recherche-impliquée.

L'équipe 2 s'est également impliquée très activement dans des **chantiers transversaux** de la recherche qui ont été au cœur du projet quinquennal d'Arènes : « Politiques des âges de la vie »; « Environnement, écologie politique, santé, développement durable », « Construction et médiatisation des problèmes publics » et « Rapports ordinaires au genre ». Notons à ce propos que nos questionnements sur le genre ont fait écho à un travail collectif entamé de longue date au sein du laboratoire, d'abord dans le cadre d'un axe de l'équipe 2, puis en tant que séminaire transversal consacré au genre pendant plusieurs années. Le fait que cette thématique ait suscité l'intérêt de nombreux chercheurs dans toutes les équipes d'Arènes nous a conduits à décider de ne plus la rattacher institutionnellement à la seule équipe 2, mais à la constituer en un chantier transversal.

Enfin, la dimension spatiale de l'engagement a plus particulièrement été explorée à travers un **séminaire** intitulé « **Engagement et (dé)territorialisation** », commun aux équipes 2 et 3. Les travaux présentés et discutés dans ce cadre ont donné lieu à un numéro thématique de la revue *Pôle Sud* (2020).

Réseaux et environnement social

Les membres de l'équipe sont engagés à la fois dans des réseaux internationaux et dans des réseaux interdisciplinaires.

- Institut des Amériques : des recherches ont porté sur les formes de violence dans les sociétés française et sud-américaine, ainsi que sur les questions de participation en matière de gestion d'intérêts environnementaux.

- Réseau avec le Québec : plusieurs membres de l'équipe font partie de l'Observatoire Jeunes et Société, sont membres des comités scientifiques, des projets de recherche de la Chaire de recherche sur la jeunesse de l'École d'administration publique.

- Observatoire des transformations du monde arabe (Otm) : porté par l'INED et l'IRD et financé par le ministère des Affaires étrangères ; l'équipe s'y intéresse plus particulièrement aux trajectoires des artistes du mouvement hip-hop tunisiens et aux différentes manières dont ces artistes se sont engagés avant et après la « révolution », en mobilisant et en inventant des dispositifs de survie économique et artistique.

- Expertises : l'équipe compte un membre du comité scientifique sur les processus de radicalisation présidé par le Premier Ministre depuis février 2017. Il appartient au réseau thématique pluridisciplinaire du CNRS « Islams et chercheurs dans la cité », hébergé à l'EHESS et a organisé, le 3 juillet 2017, une journée d'étude « la recherche sur l'islam dans le contexte de l'état d'urgence : statut juridique du chercheur et protection des sources ».

Une autre chercheuse a participé au groupe de travail sur la radicalisation auprès de l'ANR puis auprès du Ministère de la Justice elle a été missionnée par le CNRS à la structuration d'un groupe de recherche sur les « enfants de Syrie ». Elle collabore à des travaux comparatifs sur le traitement par les politiques publiques du phénomène de la radicalisation, est membre du réseau national coordonné *Contextualizing Radicalization-The Politics of Violent Extremism* financé par le CNRS.

Parmi les membres de l'équipe, plusieurs participent à Coop'Eskemm, qui est une coopérative d'ingénierie sociale animée par cinq jeunes Rennais ayant des pratiques de recherches et de formations dans le secteur socioculturel. Cette expérience est soutenue par les membres du laboratoire Arènes depuis plusieurs années. La responsable de la chaire Jeunesse s'est investie depuis 2013 dans l'accompagnement et la formation des membres de la coopérative depuis leur obtention du Master Enfance-Jeunesse (ENJEU) à l'EHESS. Actuellement, elle appuie l'animation scientifique du projet Erasmus+ COME:ON! (2020 - 2021), système réunissant des jeunes européens actifs dans l'occupation des bâtiments vacants en Europe. Un autre membre de l'équipe développe de même un projet Erasmus+ (Partenariat Stratégique Enseignement Supérieur, 2020 - 2023) avec Coop'Eskemm, sur l'accès à l'enseignement supérieur des professionnels de l'éducation populaire et des jeunes marginalisés, notamment les réfugiés.

Les membres de l'équipe ont, en outre, poursuivi leur investissement dans plusieurs autres réseaux tels que (liste non exhaustive) : le GIS journalisme (regroupant les laboratoires de recherche de sept écoles de journalisme publiques, avec organisation d'un colloque annuel, ainsi que d'un séminaire trisannuel) ; l'IDA-Rennes ; l'animation de la revue internationale *Sur le journalisme - About journalism - Sobre jornalismo* ; le Groupe de travail du pôle société numérique MSHB ; l'IPSA ; l'AFS ; l'AFSP (membre du bureau), l'ANR (expertise) ; l'ECPR (General Conference, Joint Sessions of Workshops, Standing Groups, Green Politics) ; l'Observatoire jeunes et société et la Chaire de recherche sur la jeunesse du Canada ; le Pool des chercheurs européens de jeunesse du Youth partnership (agence co-financée par le Conseil de l'Europe et la Commission européenne).

Lien enseignement/recherche, encadrement de la recherche

Les chercheurs de l'équipe 2 participent à une activité significative d'encadrement doctoral (39 doctorants/docteurs sont rattachés à l'équipe). 16 thèses ont été soutenues depuis le début du contrat quadriennal (liste en annexe).

Les enseignements sur l'écologie, la radicalisation dans plusieurs établissements rennais et la recherche de co-financement Région ou ADEME ont permis le financement de thèses.

Les travaux de l'équipe 2 trouvent notamment une forte résonance avec les enseignements dispensés dans le Master 2 « Jeunesse, politiques et prises en charge » habilité conjointement par les Universités de Rennes 1 et Rennes 2, l'EHESP et l'Université de Bretagne occidentale, dans le Master 2 « Journalisme, reportage et enquête » de Sciences Po Rennes ainsi que dans les formations au journalisme (DUT et Licence professionnelle) de l'IUT de Lannion (Université de Rennes 1), dont le cursus est agréé par la Commission paritaire nationale de l'emploi des journalistes (CPNEJ).

Médias

- Le Monde, Libération, l'Humanité, France Inter, France culture, les médias nationaux et internationaux sur les phénomènes de radicalité, radicalisation, de désobéissance civile, de genre dans les médias, de sociologie du journalisme

Bilan des activités de l'équipe 3 : Institutions et échelles de l'action publique

Responsables : Thomas Frinault et Sébastien Ségas

Un peu d'histoire

La création en janvier 2017 de l'équipe « Institutions et échelles de l'action publique » a réactivé une tradition forte concernant la sociologie de l'action publique en général, et l'action publique locale en particulier, qui n'apparaît plus explicitement. Les chercheurs qui s'y rattachent développent des perspectives de recherche en action publique qui n'ont pas nécessairement le local pour objet.

Le positionnement de l'équipe

L'équipe réunit 45 chercheurs (18 chercheurs titulaires, 2 contractuels, 23 doctorants, 3 chercheurs associés), rattachés à titre principal ou secondaire, qui analysent l'action publique dans ses multiples dimensions territoriales.

L'équipe s'intéresse plus particulièrement aux processus de construction de l'action publique locale dans une perspective comparée, avec quatre grands axes de questionnements : les effets de standardisation et de différenciation dans le champ de l'action publique locale (1), l'analyse des processus de réformes décentralisatrice et territoriale (2), l'articulation, au sein de dynamiques d'action publique, entre différentes échelles institutionnelles (gouvernance multi-niveaux) (3), la participation des publics à l'élaboration des politiques publiques (4).

La vie scientifique de l'équipe s'est articulée autour de deux séminaires qui ont contribué à la structuration de ce collectif de recherche. Le premier est le séminaire dit « d'équipe » qui, de façon régulière, a permis à des chercheurs.euses confirmés.es ou en apprentissage de présenter des premières versions de recherches en cours ou de publications à venir. Ce séminaire a favorisé une meilleure interconnaissance au sein de l'équipe, favorisé des rapprochements entre collègues autour de projets communs tout

en permettant aux intervenants de bénéficier des conseils de pairs pour améliorer des « works in progress ».

Le second séminaire « Engagement et (dé)territorialisation » a été mis en place à partir de mars 2016. Il a permis, pendant 4 ans, à 15 membres d'Arènes (4 titulaires et 11 docteur.e.s et doctorant.e.s) de travailler conjointement à un projet de recherche et de valorisation académique. Ce projet est né de la volonté de lancer une réflexion collective portant sur la dimension territoriale de l'engagement politique, sous ses multiples formes (engagement dans une carrière politique, dans l'action publique ou dans l'action collective). Dans une société apparemment de plus en plus « déterritorialisée », où les réseaux permettent de plus en plus de nier ou d'annihiler l'espace et où la singularité des territoires apparaît menacée par l'émergence de « non-lieux » standardisés, il peut apparaître contre-intuitif de remettre en avant la « question » des territoires. Cependant, l'hypothèse que ce travail collectif a permis d'étayer est précisément que l'attention portée à ces processus de déterritorialisation tend à masquer des formes de résistance et, plus encore, de renouvellement des formes politiques de rapport au territoire (ce que nous avons appelé de reterritorialisations).

Au-delà de ces résultats scientifiques, ce séminaire a poursuivi et atteint deux objectifs :

- **Participer à la formation à et par la recherche** : les jeunes docteur.e.s et doctorant.e.s., largement majoritaires parmi les participant.e.s, ont bénéficié, dans le cadre de ce collectif, d'un espace bienveillant où présenter et discuter leurs travaux de recherche et leurs productions écrites. A titre d'exemple, plusieurs doctorant.e.s. ont écrit leur premier article scientifique au cours de ce projet. Immergé.e.s dans un groupe de travail dans le temps long, ils/elles ont également été initié.e.s à la dimension collective des métiers de la recherche
- **Valoriser ce travail collectif par une publication académique** : espace de réflexion mais aussi atelier d'écriture, le séminaire a permis de travailler collectivement à un projet de valorisation éditoriale. Nous avons avec succès proposé un dossier à la revue **Pôle Sud** dont le n°52 accueille 6 papiers issus de cette aventure collective.

Chaire

Lancée par Sciences Po Rennes en 2015, la Chaire « Territoires et Mutations de l'Action Publique – TMAP », partenaire-soutien de l'équipe 3, est pilotée par Romain Pasquier (Directeur de recherche CNRS). Elle mobilise 18 chercheurs et experts associés, dont 10 membres de l'équipe 3. Elle poursuit l'ambition de consolider Sciences Po Rennes et le laboratoire Arènes (UMR CNRS 6051) comme site de référence en matière de recherche sur la gouvernance territoriale contemporaine en France. Elle constitue un espace d'échanges, de formation et de recherche, où les regards entre acteurs académiques et acteurs de la gouvernance territoriale (élus, fonctionnaires, praticiens) se croisent et s'enrichissent.

Après trois premières années (2015/2018) consacrées à sa structuration, et où différents chantiers thématiques ont été explorés (échelles territoriales et processus de gouvernance, aménagement du territoire, démocratie locale, management organisationnel, etc.), la Chaire TMAP a fait le choix de thématiser ses activités pour la période 2018/2021 :

- Différenciations territoriales et expérimentations institutionnelles ;
- Accompagnement des transitions et résilience territoriale ;
- Gouvernances des solidarités humaines et territoriales ;

La Chaire TMAP est soutenue par 14 partenaires financiers et institutionnels.

Contrats de recherche

- **2018-2019** : Participation à la recherche nationale « La métropolisation, nouvelle donne territoriale ? La démocratie politique et sociale aux prises des reconfigurations urbaines », coordonnée par G. Gourgues et financée par l'agence d'objectifs CGT de l'IRES.
- **2018-2020** (Chaire TMAP), « Sobriété et Précarité dans les Initiatives citoyennes de Transition Énergétique: une comparaison transnationale », Programme Cit'in en partenariat avec le CNRS, financé par le ministère de la transition écologique, 24 mois
- **2019-2020** : mobilisation de l'équipe 3 pour la recherche commanditée, et financée, par l'INJEP sur le chef de filât régional en matière de politique de jeunesse (participation à l'enquête et comité scientifique de suivi).
- **2019-2020** : participation au collectif national de recherche « CREMI » (coord. R. Lefebvre & S. Vignon), créé pour suivre la campagne des élections municipales 2020 ;
- **2019-2020** (Chaire TMAP) : « Enquête sur les initiatives locales de Grand Débat National », en partenariat avec AgroParisTech, 12 mois.
- **2018-2021** : participation à la recherche SOFIANE (Soutenir et faciliter sur les îles atlantiques une agriculture nourricière à externalités positives), financée par la fondation de France.
- **2020** (Chaire TMAP) : « Etat des lieux de la territorialisation des organisations départementales (6 Conseils départementaux) », 6 mois

Comités scientifiques

- Membre du comité scientifique du projet Transitions des jeunes en contexte de vulnérabilité et injonction à l'autonomie : soutiens en ville et en région, piloté par Martin Goyette, ENAP (pour le Québec, à Montréal), financé par le CRSH, janvier 2014-mai 2017.
- Membre du comité scientifique du projet Le Devenir des jeunes placés au Québec, piloté par Martin Goyette, ENAP (pour le Québec, à Montréal), financé par le CRSH, mai 2014-mai 2021.

Réseaux scientifiques

- Des membres de l'équipe font partie des associations ou groupements scientifiques suivants : GRALE (Groupement de recherche sur l'administration locale en Europe), GIS CNRS), IPSA (International Political Association (IPSA), European Consortium for Political Research (ECPR), International Public Policy association (IPPA), Observatoire Jeunes et Société du Canada, Regional Studies Association (RGA).

Activités d'expertise

- **Travaux d'expertise pour** : L'Observatoire de l'éthique publique ; Commissariat général à l'égalité des territoires ; l'OCDE (régionalisation au Portugal) ; Conseil de l'Europe (Solidarité territoriale et pouvoir régional ; Institut de la gouvernance territoriale et de la décentralisation ; Associations (AATF, GNDA, Petits Frères des Pauvres...)

Département d'évaluation de la recherche

- **Des membres de l'équipe siègent dans les instances suivantes :** Comité scientifique pour le Centre de ressources de la politique de la ville Grand ouest (Résovilles) ; Conseil d'orientation des politiques de jeunesse au titre des personnes qualifiées (nomination par le Premier Ministre) ; Conseil scientifique du PIA de Nantes ; Comité consultatif sur le décrochage scolaire de la Région Bretagne

Organisation de manifestations scientifiques

Colloques (en 2019)

- 4 octobre 2019 : Colloque « Sciences sociales et expertises dans les mondes politiques et sociaux contemporains »
- 5 octobre 2019 : « Forum des territoires » (organisé par le master GMT)
- 7 & 8 novembre 2019 : Colloque « Contraintes financières, politiques de fusions, gouvernance multi-niveaux : les enjeux de la réforme territoriale », MSHB-Rennes.

Séminaires

Un ou plusieurs chercheurs de l'équipe 3 ont initié l'organisation de séminaires :

- *Histoire et enjeux de la communication publique territoriale*. Séminaire de six séances organisé à l'IEP de Rennes (oct. 2017 – juin 2018)
- *L'intercommunalité en France : Histoire, représentations, dynamiques et identités*. Séminaire de cinq séances organisé à l'IEP de Rennes (novembre 2018-mars 2019).
- Séminaire de l'équipe 3, faisant intervenir des membres internes ou des chercheurs extérieurs : 10 séances de communications – discussions depuis février 2017.

Journées d'études & Ecoles d'été

- 22 novembre 2017 : « La transition énergétique change-t-elle les territoires ? », IEP de Rennes, co-organisation chaire TMAP et chantier Environnement
- Co-organisation des journées « Les cartes de l'action publique : réformes, légitimations, conflits ». Jeudi 5 et vendredi 6 avril 2018, Paris - site Pouchet du CNRS.
- 4 éditions annuelles [2016-2019] de l'Ecole d'été internationale Démocratie locale, décentralisation et gouvernance multiniveaux (portées et organisées par la Chaire TMAP).
- Journée d'étude « Pollutions de l'air et (in)action publique. Mesurer et gouverner les toxiques atmosphériques du nord au sud ».
- Séminaire interdisciplinaire commun à Arènes (UMR 6051) et ESO (UMR 6590 / géographie-aménagement)

Encadrement de la recherche

- Les chercheurs de l'équipe 3 participent à une activité significative d'encadrement doctoral (23 doctorants/docteurs sont rattachés à l'équipe).

Comités de rédaction (éditeurs, revues)

- Comités de revues scientifiques dans lesquels siègent des membres de l'équipe 3 : *Histoire urbaine*, *Lien social et Politique*, *Politiques européennes*, *Pouvoirs Locaux*, *revue Urbanisme*, *Revue Gouvernance/Governance Review*.
- Participation au comité de rédaction de la collection Res Publica, Rennes

Quelques publications récentes de l'équipe

- Aguilera T & Rouzeau, *Le gouvernement des solidarités*, Paris, Berger-Levrault, avril 2020 (contributions de plusieurs chercheurs de l'équipe 3).
- Frinault T., « Institutions et systèmes territoriaux en Europe : un modèle introuvable, des convergences possibles », *Politique européenne*, vol. 63, no. 1, 2019, pp. 62-95.
- Hourcade R., Van Neste S-L., « Où mènent les transitions ? Engagements et action publique face à la crise climatique », *Lien Social et Politiques*, 82, 4-26. Direction du dossier et introduction.
- Loncle P. (Avec Ferreira do Amaral Marcelo and Dale Roger) (eds), *Shaping the Futures of Young Europeans, Education governance in eight European Countries*, Oxford, Symposium Books, 2015.
- Pasquier R., « Towards a territorial political capacity approach for studying European regions » *Regional and Federal Studies*, 2018 (<https://doi.org/10.1080/13597566.2018.1548440>)
- Pasquier R., Thellier T. (dir), *Sociologie de Rennes*, Paris, La Découverte, 2020 (ouvrage entièrement rédigé par les membres de l'équipe 3).

Valorisation extra-académique (médias, conférences, expositions)

- Les membres de l'équipe 3 sont régulièrement sollicités par les médias, ponctuellement ou en tant que consultants réguliers (notamment pour la couverture des campagnes électorales). Liste – non exhaustive – des collaborations avec les médias :
 - **TV** : France 3 Bretagne ; France 3 Pays-de-la-Loire.
 - **Radio** : France culture, RFI, France Bleu
 - **Presse nationale et internationale** : Le Monde, Libération, La Croix, Le Figaro, The Guardian, The Christian Monitor
 - **Presse quotidienne régionale** : Ouest-France, Le Télégramme, 20 minutes, Le Berry républicain, La Montagne
 - **Presse spécialisée** : La Gazette des communes, Courrier des maires, Acteurs publics
- Conférences « grand public » pour l'Université du Temps Libre de Rennes.
- **Exposition** : « Imaginaires des Territoires /Territoires de l'imaginaire », en partenariat avec AgroParisTech et l'Institut de la Gouvernance territoriale et de la Décentralisation (IGTD), 9 décembre 2019 - 10 janvier 2020 à Paris/

Bilan des chantiers de développement transversal

Bilan du chantier « Environnement, écologie politique, santé et développement durable »

Responsables : Renaud Hourcade, Jean-Pierre Le Bourhis

Le chantier transversal « Environnement, développement durable et écologie politique » a été créé en 2016 pour visibiliser des recherches en cours sans espace de recherche

propre. Il rassemble une vingtaine de membres du laboratoire et a pour objectif de fédérer les recherches sur les questions environnementales, de favoriser l'interconnaissance et de renforcer la dynamique de recherche collective.

La création de ce chantier a permis d'accompagner la croissance des sujets environnementaux et de santé-environnement au sein de l'unité, croissance favorisée par l'arrivée de nouveaux chercheurs titulaires (Cyrille Harpet, Jean-Pierre Le Bourhis, Renaud Hourcade), par le renforcement des liens avec l'EHESP et par l'inscription de plusieurs thèses sur ces thèmes (Léa Sénégas, Malo Herry, Pierre Wokuri, Madeg Leblay, Damien Schrijen, Anatole Danto, Annabelle Demy). Cette dynamique a permis d'introduire dans l'unité des thématiques de recherches nouvelles autour des enjeux de régulation des toxiques dans l'environnement, des pollutions de l'eau et de l'air, des politiques de l'énergie. Elle a aussi permis d'enrichir les travaux d'Arènes sur des thématiques qui constituaient de longue date des axes forts du laboratoire, comme l'étude des mobilisations, l'analyse de la construction des problèmes publics, les dimensions territoriales du politique. Des activités ont permis également aux membres du chantier d'avoir une visibilité extérieure :

- **Tables-ronde du 15 novembre 2017**, « Mobiliser sur la question de l'air intérieur : mission impossible ? » ; du **16 novembre 2017** : « La construction socio-politique du risque » *Le risque environnemental. Regards interdisciplinaires et nouvelles formes de régulation* IMT Angers, ARENES, Angers : comité scientifique, comité d'organisation et contribution
- **Contribution du 5 décembre 2017** : « Sentir le propre : les risques environnementaux invisibles », Colloque CNRS/AFISE Hygiène au XXIème siècle, Paris, CNRS Michel Ange (contribution et organisation du panel). Sylvie Ollitrault a aussi participé à l'ANR SYMBIOS avec l'équipe SAGE de Strasbourg ou encore à une journée d'étude aboutissant à une publication (*Ecologie Politique*, avril 2020) et à la structuration d'un réseau de recherche inter-MSH sur les déchets avec Isabelle Hajek de Strasbourg. La participation aux recherches H2020 sur les effets des perturbateurs endocriniens et une structuration sur santé/environnement à l'international (Fiocruz Brésil/CNRS : octobre 2019 Rio de Janeiro) et préparation des journées ITMO (CNRS/INSERM)

Au terme de quatre années d'activité, le chantier a rempli ses missions :

Il a facilité la communication des travaux de chacun, le partage et la discussion des résultats. Des séminaires réguliers ont réuni un invité extérieur et un membre du laboratoire pour des présentations sur une thématique commune. Trois journées d'études ont été organisées avec des invités extérieurs. Ces événements ont favorisé une mise en discussion des travaux en cours propice à la créativité de la recherche, dans un cadre pluridisciplinaire stimulant impliquant -des anthropologues et des géographes de la santé aux côté des sociologues et politistes. En parallèle, le chantier a joué le rôle d'une instance précieuse de socialisation des jeunes collègues, en particulier doctorants, qui ont pu rencontrer régulièrement les titulaires et échanger sur leurs travaux. Il est à noter que la participation de plusieurs membres du chantier, notamment doctorants, à des séminaires ou journées d'études a permis d'ouvrir la voie à des publications de leurs travaux. La journée d'études sur les politiques de l'énergie (23 novembre 2017), organisée avec la chaire TMAP de l'IEP va par exemple donner lieu à la publication en 2020 d'un numéro thématique de revue (*Nature, sciences, sociétés*) dans laquelle plusieurs membres d'Arènes présenteront les résultats de leurs recherches.

Activités 2016 - 2020

- 24 mai 2016 : **Journée d'Etudes nationale : EHESP / Arènes** : « Risques environnementaux et sanitaires : du banal au scandale, un étrange paradoxe social »
- 21 mars 2017 : Séminaire d'Elizabeth Wilson (prof. invitée, Etats-Unis) sur les réseaux de distribution d'électricité
- 4 mai 2017 : Séminaire sur les politiques de l'énergie (Melike Yalcin, Pierre Wokuri)
- 13 juin 2017 : séminaire sur les inégalités environnementales (Cyrille Harpet, Matthieu Grossetête).
- 23 novembre 2017 : **Journée d'études nationale sur les politiques locales de l'énergie** (organisée avec la chaire TMAP)
- 15 mars 2018, séminaire sur les transitions dans les politiques agricoles avec Catherine Darrot (ESO – Agrocampus Rennes) et Léa Sénégas.
- 4 février 2019 : **Journée d'études nationale** : « Pollution de l'air et inaction publique. Mesurer et gouverner les toxiques atmosphériques du Nord au Sud ».
- 5 et 6 mars 2019 : **Journées de séminaire international** sur Intelligence environnementale, projet EUR Intelligence environnementale, OSUR, UMR Géosciences, ARENES (Cyrille Harpet), université Rennes 1- OSUR.
- 21 février 2020 : séminaire sur les organisations environnementales (Nathalie Berny et Malo Herry) (reporté au printemps 2020)
- 27 mars 2020 : séminaire sur la financiarisation de l'environnement (Razmig Keucheyan)

D'autre part, le chantier a joué son rôle dans la constitution de réseaux et le soutien à une dynamique de travail en commun. En favorisant l'interconnaissance, l'identification des compétences complémentaires et des intérêts partagés, il a été décisif dans le montage de projets d'équipe. Un projet porté par trois membres d'Arènes (DEMOSTER - Renaud Hourcade, Patrice Diatta et Pierre Wokuri) a obtenu un financement du ministère de l'environnement qui a permis le recrutement d'une postdoctorante (Doris Buu-Sao). Un autre projet (SOFIANE) a rapproché des membres d'Arènes et des sociologues d'Agrocampus, un acteur clé du site rennais sur les questions agricoles, pour une étude dans le domaine des politiques publiques de relocalisation agricole financée par la Fondation de France. Trois membres du chantier (Renaud Hourcade, Léa Sénégas, Maxime Agnola) et un étudiant de Master 2 devenu par la suite doctorant y ont été impliqués. Les dynamiques collectives ont facilité les rapprochements entre Arènes et les EC spécialistes de la santé de l'EHESP, et plus globalement l'engagement du laboratoire sur les thématiques de santé-environnement. Notamment, l'unité a été lauréate du Défi Scientifique de Rennes 1 en 2018 avec le projet Medicaflux (devenir des médicaments dans l'environnement aquatique, Cyrille Harpet). La contribution au **projet EUR Intelligence Environnementale (PIA vague 3)** a consolidé le partenariat inter-unités de recherche en Sciences humaines, sociales et de l'environnement.

Un important programme de recherche (ACE) financé par la Fondation de France, mobilise depuis 2018 deux chercheurs d'Arènes (Jean-Pierre Le Bourhis et Renaud Hourcade), une postdoctorante (Alexandra Joinsson-Leclerc) et une doctorante (Annabelle Demy) aux côtés de deux spécialistes de santé publique de l'EHESP-IRSET. Un autre projet collectif sur les pollutions de l'air porté par Bertrand Lefebvre est en cours de

montage au sein du chantier. Cette thématique a donné lieu à une journée d'études nationale préparatoire au projet : « Pollution de l'air et inaction publique. Mesurer et gouverner les toxiques atmosphériques du Nord au Sud » (4 février 2019), qui a permis de constituer un réseau de partenaires pluridisciplinaire (épidémiologistes, géographes, santé publique), et qui intègre aussi des acteurs professionnels du secteur (ville de Paris).

Le Chantier transversal « Environnement » a donc rempli son rôle d'animation de la recherche à Arènes depuis 2016, avec des réalisations concrètes en termes de rencontres scientifiques, de projets collectifs financés et de publications. Il a aussi permis de renforcer l'engagement et la visibilité du laboratoire sur des thématiques particulièrement actuelles et importantes pour la société et l'action publique.

Bilan du chantier « Rapports ordinaires au genre » Responsables : Christine Guionnet, Bleuwenn Lechaux

Pilier de l'UMR, la question du genre a continué à alimenter les recherches de ses membres, de manière transversale à l'ensemble des équipes de l'unité. Le point de départ des réflexions menées au sein du chantier « Rapports ordinaires au genre » était le constat que la question des rapports de genre constituait désormais, y compris en France, un domaine de recherche bien institutionnalisé. Armé·e·s des ressources scientifiques qui ont nourri ce dernier, il s'est agi d'adjoindre à la question de l'analyse des rapports de genre celle des rapports *au* genre.

Deux types de rendez-vous scientifiques ont jalonné le quinquennal. D'abord, l'organisation d'un séminaire, en moyenne tous les deux ou trois mois de 2016 à 2018, proposant des discussions à partir de lectures à partager, d'échanges autour de questionnements méthodologiques et de résultats de recherche. Rassemblant une quinzaine de membres, les séminaires du chantier ont d'abord permis d'initier des discussions autour d'un cadrage scientifique commun, fondement des réflexions qui ont suivi. Les protocoles d'enquête rendant possible la saisie des rapports ordinaires au genre et la question de l'incidence de l'enquêteur·rice sur la nature des données recueillies ont tenu une bonne place au sein des échanges scientifiques. S'agissant des résultats de recherche présentés, les rapports ordinaires au genre ont été explorés tant au sein d'enquêtes revisitées que de nouvelles recherches (par exemple sur les rhétoriques ordinaires essaimant sur les sites d'actualité politique et de presse magazine ou sur l'appropriation de la terminologie se rapportant au sexisme et au harcèlement sexuel par des individus non nécessairement militants). Ces rendez-vous ont été l'occasion pour les participant·e·s de confronter leurs réflexions avec celles de conférencier·e·s extérieur·e·s (Xavier Dunezat, Alban Jacquemart, Camille Masclet), venu·e·s nous faire part de leurs réflexions sur un sujet proche de cette problématique.

Ensuite, la question des rapports au genre a irrigué des événements scientifiques plus larges : la ST 45 (« Rapports ordinaires au genre en politique ») du Congrès de l'AFSP, qui s'est tenue à Montpellier en juillet 2017, et le colloque international « Rapports ordinaires au genre », qui a eu lieu les 18 et 19 octobre 2018 à Rennes, en collaboration avec des unités de recherche de l'université Rennes 2 (ACE et Tempora). Réunissant plus de 40 intervenant·e·s, ce colloque a permis d'interroger les rapports au genre au sein d'un spectre large d'univers sociaux, en imbriquant la question du genre avec d'autres

dimensions, ethno-raciale et de classe, notamment. De plus, les rapports au genre ont été questionnés dans leurs dimensions à la fois privée (à travers la question des conjugalités ou celle du corps) et publique (par exemple via l'analyse de leur existence au sein de différents champs professionnels). Enfin, la conférence d'Abigail Saguy (UCLA) sur la notion de « neutralité de genre » a permis de poser la question des tentatives de dépassement du genre et des obstacles auxquels cette entreprise scientifique se heurte empiriquement.

Les communications présentées lors du Congrès de l'AFSP, augmentées des contributions de trois autres chercheur-e-s, ont fait l'objet d'une publication au sein de l'ouvrage *Rapports au genre en politique. Petits accommodements du quotidien*, paru chez Peter Lang (« La fabrique du politique ») en 2020. Au-delà de l'angle de recherche original proposé par les contributions, c'est une variété de domaines que ces dernières couvrent : la représentation politique, l'engagement militant, l'action publique et, enfin, les relations entre espace médiatique et univers politique – contribuant, ce faisant, à décroquer différents sous-champs disciplinaires qu'abritent les sciences sociales. Le chantier va se clore en 2020, lorsque la dernière publication liée au colloque de 2018 sera achevée (travail éditorial en cours). Il va laisser la place à un nouveau chantier sur le genre, visitant à présent la question de la construction genrée des problèmes publics (cf. la partie projet).

Bilan du chantier « Âges de la vie et transitions »

Responsables : Arnaud Campéon, Emmanuelle Maunaye, Virginie Muniglia, Céline Rothé

L'objectif du chantier « âges de la vie et transitions », comportant une quinzaine de membres, a été de revisiter les travaux conduits par ses différents membres sur des populations d'âge distinct (la petite-enfance et la parentalité, les transitions vers l'âge adulte, le vieillissement au grand âge et les formes d'accompagnements public et profanes) en décroquant les questionnements pour travailler autour de problématiques communes liées aux épreuves de l'avancée en âge. Si la segmentation des savoirs dans le domaine des âges de la vie a conduit à les spécialiser par classes d'âge, la variation dans les trajectoires individuelles et la moindre visibilité des seuils chronologiques dans les parcours invitent à adopter une approche transversale pour penser autrement les transitions biographiques.

Dans cette perspective, la réflexion conduite au sein du chantier « âges de la vie » a été consacrée à la question de **la socialisation aux différentes transitions d'âge** à travers trois axes d'étude :

- **La politique des transitions des âges de la vie comme enjeu émergent (niveau macro)**

Comment la question des transitions aux différents âges de la vie est-elle apparue dans les discussions sur la protection sociale à l'échelle internationale ? Comment a-t-on commencé à penser à la politique des âges ?

- **Accompagner les transitions (niveau meso)**

Comment l'accompagnement des transitions et la construction des normes sous-jacentes sont-elles réalisées ? Quelles sont les cultures professionnelles et générationnelles qui socialisent aux transitions et comment le font-elles ? Comment les individus des autres générations (parents, enfants, grands-parents) accompagnent-ils et comment socialisent-ils aux transitions ? Où trouve-t-on le contenu de ces socialisations, qui sont les pourvoyeurs de contenu ? Sont-ils les mêmes d'une génération à une autre ? Sur quelles normes se basent-ils ? Quelle est la vision dominante à une époque donnée ? Quelle socialisation du groupe d'âge ? Auprès de quels types d'experts cherche-t-on des réponses ? Qui sont les agents de l'accompagnement ?

- **Transitions vécues et expériences des transitions (niveau micro)**

Comment « transite »-t-on d'un âge à l'autre ? Quelles sont les stratégies mises en œuvre par les individus ? Comment vivent-ils ces transitions ? Quelles expériences ont-ils des transitions et de quel type de transition est-il question ?

Les réflexions au sein de ce chantier ont été alimentées par la présentation des travaux menés au sein du laboratoire, à raison d'un séminaire tous les deux mois environ. Ces séminaires ont porté sur la perception des risques sociaux associés aux brouillages des bornes des âges de la vie ; le rôle du salafisme dans la socialisation aux rôles d'adultes ; les représentations du rôle d'aidant et les configurations de l'aide intergénérationnelle ; l'accompagnement opéré par les missions locales vis-à-vis des jeunes en décalage avec les normes d'intégration du fait de fragilités psychiques ; les expériences de décohabitation des jeunes adultes et leur incidence sur les relations intergénérationnelles ou encore la régulation des usages des médias socio-numériques dans le cadre des séparations familiales.

Toutefois, au regard de la très grande proximité observée dans l'activité de l'équipe 1 POSSIP et de celle du chantier « âges de la vie et transition » pour l'année 2019, à la fois du point des membres qui les composent, des propositions de séminaires et des thématiques traitées, il a semblé opportun d'envisager une fusion de l'équipe et du chantier.

Bilan du chantier « Construction et médiatisation des problèmes publics »

Responsables : Béatrice Damian-Gaillard, Claude Martin, Erik Neveu, Eugénie Saitta

Ce chantier a consisté à s'interroger sur les différentes dimensions participant de la construction et de la médiatisation des problèmes publics. Les échanges scientifiques entre membres d'Arènes se sont déroulés en trois temps. Dans un premier temps, ces derniers se sont saisis de la synthèse des approches mobilisées en sociologie des problèmes publics proposée par Erik Neveu, dans son ouvrage *Sociologie des problèmes publics* (Armand Colin, 2015), pour se forger une culture scientifique commune. Dans un second temps, plusieurs membres du laboratoire ont présenté l'une de leurs recherches, réalisées ou en cours, en la reliant à la thématique du chantier. Ces deux étapes ont permis d'identifier différents niveaux dans le processus de construction et de médiatisation des problèmes publics. Et d'éclairer plusieurs pistes sur les manières d'aborder ce

processus, parmi lesquelles : la publicisation d'un problème public, dont notamment les stratégies de publication contrôlée ; les raisons pour lesquelles un problème public reste confiné dans les limites d'un espace social ; les modalités d'épuisement d'un problème public en lien notamment avec les cycles d'attention des médias ; la place des intermédiaires, des vulgarisateurs et des médias dans la construction d'un problème public. Ces pistes ont abouti à la délimitation de l'objet d'étude en distinguant ce qui relève d'un problème social et d'un problème public ; de l'espace public général et de la mise à l'agenda gouvernemental ; de la publicisation et de la définition, du cadrage, de la qualification d'un problème public. A l'issue de ces réflexions, a été mis en avant l'intérêt de sortir d'une analyse de la construction des problèmes publics réduite à certaines arènes, par exemple en s'intéressant exclusivement aux médias / à la médiatisation, ou encore à la juridicisation / judiciarisation des problèmes publics, pour explorer les différents périmètres d'acteurs entrant dans la définition d'un problème public, tout en adoptant une approche processuelle et historicisée. Enfin, dans un troisième temps, il s'est agi d'identifier des thématiques susceptibles d'aboutir à un programme de recherche collectif au regard des ressources déjà constituées au sein des trois équipes d'Arènes. Plusieurs centres d'intérêt, comme la « reformulation du problème musulman » dans les années 1980, ou encore, les enjeux territoriaux et internationaux du problème des pollutions toxiques, ou bien l'échec de la construction d'un problème public sur le non recouvrement des pensions alimentaires, sont autant d'exemples de thème qui ont pu émerger au cours des discussions. La question de la transnationalisation des problèmes publics a, plus particulièrement, été l'objet d'un workshop (« Transnationalisation of Problems and Agendas: Theoretical and Empirical Challenges ») coordonné par Erik Neveu et Muriel Surdez (Université de Fribourg, Suisse) lors des Joint Sessions de l'ECPR en 2017, auquel ont participé un autre membre du laboratoire, Claude Martin à propos de « Parenting as a Public Problem in French Preventive Public Health Policies » et une doctorante issue de notre Master recherche (Armelle Cloteau, sur la manière dont une multinationale de l'agro-alimentaire utilise des arguments « écologiques » pour s'opposer aux politiques de bio-carburants). Cet atelier, prolongé par une rencontre à l'université de Fribourg en 2019 débouche sur un livre « Globalizing Issues. How problems, frames and solutions cross borders ? » (Neveu & Surdez, Eds) qui sortira chez Palgrave en Septembre 2020. On peut aussi noter que des membres du laboratoire (J.P. Le Bourhis, R. Hourcade, E. Neveu) sont partie prenante dans les actes du colloque Gusfield de Dauphine qui doit donner lieu à la rentrée 2020 à la publication aux PUR d'un livre coordonné par Steve Bernardin (« Croisades privées et problèmes publics »).

Dans le cadre du nouveau quinquennal, un nouveau groupe de recherche émane de ces réflexions et s'est constitué autour d'une thématique porteuse : la construction des problèmes de santé publique au prisme du genre. Un colloque sur la construction genrée des problèmes de santé publique constituera le premier événement scientifique organisé par ce groupe.

Faits marquants

Le groupe de recherche européen Partispace (Horizon 2020 Commission européenne) « Spaces and styles of participation (PARTISPACE). Formal, non-formal and informal possibilities of young people's participation in European cities » sur la participation

locale des jeunes dans 8 pays européens (pilotage Arènes-Ehesp et Université Goethe Francfort, responsable scientifique pour la partie française : Patricia Loncle).

La chaire de recherche CNAF – EHESP « Enfance, bien-être, parentalité » (avril 2017-décembre 2020) (subvention CNAF : 450,000, coût complet 600 000€). Titulaire : Claude Martin. Equipe de la chaire : Kevin Diter (post-doctorant), Julia Buzaud et Zoé Perron (ingénieure d'étude)

Le collectif de la chaire a mené les actions suivantes :

- des synthèses de la littérature internationale pour comprendre ce que recouvre la question de la promotion du bien-être chez l'enfant et le jeune, que ce soit dans sa famille ou dans ses autres lieux de socialisation. Ces synthèses ou états de l'art ont été mis à disposition sur un site dédié à la chaire, publiés dans des revues académiques et professionnelles et diffusés dans un ensemble de conférences publiques,
- Réaliser des analyses secondaires de bases de données internationales disponibles pour repérer des questions peu documentées. L'équipe de la chaire a ainsi exploité les données des bases suivantes : l'enquête HBSC, Children's worlds, Erfi (Etude des relations familiales et intergénérationnelles, Ined) et PISA (OCDE).
- Animer un réseau de recherche international et organiser quatre séances d'un séminaire international qui a réuni 40 experts internationaux pour un public d'environ 70 chercheurs. Toutes les interventions ont été filmées, les présentations mise en ligne et valorisées sur le site de la chaire.
- Mettre en place un site dédié à la chaire <https://www.ehesp.fr/recherche/organisation-de-la-recherche/les-chaire/chaire-enfance-bien-etre-et-parentalite/>
- Publier et communiquer leurs travaux. Le séminaire a donné lieu à trois publications : un numéro bilingue de *Revue des politiques sociales et familiales* publié en décembre 2019 ; un numéro de la revue *Lien social et politiques* sur la question du déterminisme parental pour novembre 2020 et un ouvrage en anglais chez Wiley, sur *Well-being at school*, qui sera publié fin 2020. Les membres de la chaire ont aussi publié 12 articles dans des revues à comité de lecture (dont 5 en anglais), 6 chapitres dans des ouvrages scientifiques (dont 2 en anglais), 5 articles de vulgarisation. Ils ont aussi communiqué dans des 22 conférences et colloques scientifiques, 25 conférences dans des colloques professionnels et sont intervenus dans 20 médias nationaux

Le projet ANR SOMBRERO a représenté une dynamique constitutive de l'équipe « Engagement, vie politique et médias », grâce à une rencontre internationale Activists Forever, qui s'est tenue en juin 2014 et a débouché sur un ouvrage collectif en anglais, co-dirigé par Olivier Fillieule et Erik Neveu, sur les effets à long terme du militantisme et des carrières militantes. De fructueuses collaborations ont été engagées avec les autres institutions impliquées : le CESSP-Sorbonne, l'ENS de Lyon, le CENS à Nantes, et le CERAPS à Lille. Les membres d'Arènes qui ont été parties prenantes du projet ont contribué à neuf des 29 chapitres de l'ouvrage *Changer le monde, changer sa vie* (Actes Sud, 2018, dir. O. Fillieule, S. Bérout, C. Masclét, I. Sommier, avec le collectif Sombbrero). L'ANR a donné lieu à la tenue d'un panel, lors de la General Conference de l'ECPR, à Montréal, en août 2015 et à une journée d'étude autour des « années 68 » à Rennes, le 20 juin 2019.

Au sein de l'unité, **une réflexion innovante sur le plan épistémologique a consisté à adjoindre à l'analyse des rapports de genre celle des rapports au genre.** Outre l'organisation régulière de séminaires, d'une ST lors de l'AFSP en 2017 et d'un colloque en 2018, le chantier "Rapports ordinaires au genre" a donné lieu à la publication d'un ouvrage paru chez Peter Lang ("La fabrique du politique") en 2020.

Le chantier environnement a connu une activité continue depuis 2016 axée sur l'organisation d'un séminaire interne mêlant membres du laboratoire et invités extérieurs (6 séances) et de trois journées d'études de dimension nationale.

La journée d'étude « Pollution de l'air et inaction publique. Mesurer et gouverner les toxiques atmosphériques du Nord au Sud » avec l'EHESP (4 février 2019) a permis une **interaction pluridisciplinaire (épidémiologistes, géographes, santé publique) et avec des acteurs du secteur (ville de paris)**

Cette dynamique de groupe a contribué au dépôt et au succès de deux projets de recherche impliquant plusieurs membres du laboratoire :

1. ACE – Actions publiques comparées pour les expositions agrégées et cumulées, associant deux membres d'Arènes et une équipe INSERM de l'EHESP, avec le recrutement d'une postdoctorante (Financement Fondation de France / MSHB – 120 000 euros).
→ **fait marquant méthodologique** : développement d'une recherche pluridisciplinaire en lien étroit avec une équipe de santé publique et toxicologie, mobilisant une méthodologie comparative (4 pays) à la croisée du quantitatif et du qualitatif (quali-comparative analysis). Le thème exploré est d'importance directe pour les secteurs de la régulation du risque de santé environnement liée aux substances toxiques
2. DEMOSTER – Démocratiser la transition énergétique, qui implique 4 membres et 1 postdoctorante pour une comparaison dans trois pays (Financement Ministère de l'environnement et Université Bretagne-Loire : 57 000 euros).

En ce qui concerne l'équipe **Institutions et échelles de l'action publique**, il est possible de mettre en avant trois événements marquants qui ont participé à la structuration de l'activité scientifique, à l'animation et à la valorisation de ce collectif de recherche :

- L'organisation le 7 et 8 novembre 2019 du **Colloque « Contraintes financières, politiques de fusions, gouvernance multi-niveaux : les enjeux de la réforme territoriale »** à Maison des Sciences de l'Homme de Bretagne (à Rennes) a permis la mise en place d'un échange fructueux avec des chercheurs issus d'autres horizons autour des questions de gouvernance multi-niveaux tout en confortant la visibilité nationale d'Arènes sur ce type d'enjeux thématiques.

Le séminaire **« Engagement et (de)territorialisation »** (2016-2019) a permis, pendant 4 ans, à 15 membres d'Arènes de travailler conjointement à un projet de recherche et de valorisation académique. Au-delà de ces résultats scientifiques, ce séminaire a permis de générer une dynamique collective dans le laboratoire, de participer à la formation à et par la recherche de jeunes docteur.e.s et doctorant.e.s. et de valoriser ce travail collectif par une publication académique (Le n°52 de la revue *Pôle Sud* accueillera 6 papiers issus de cette aventure collective).

Département d'évaluation de la recherche

- Enfin, la chaire Territoires et Mutation de l'Action Publique participe grandement à l'activité scientifique de l'équipe. La publication de l'ouvrage *Gouverner les solidarités*, dirigée par T. Aguilera et M. Rouzeau (publié chez Berger-Levrault en 2020) constitue un des témoignages de la dynamique collective de la Chaire.

Un nombre élevé de publications se répartissant de façon équilibrée entre ouvrages scientifiques, articles, communications et produits de diffusion de la recherche, d'une part, et entre les différentes équipes d'Arènes, d'autre part. Parmi les ouvrages, citons : (sélection à faire).

L'organisation de manifestations internationales de vaste envergure rencontrant une forte audience : (comptage)

Le développement de réseaux internationaux : professeurs invités ; invitations de membres de l'unité dans des universités étrangères ; organisations de manifestations scientifiques à l'étranger

4- **Organisation et vie de l'unité (de l'équipe / du thème si pertinent)**

Pilotage, animation, organisation de l'unité

Les membres de l'unité travaillent principalement sur quatre campus :

- le *campus centre de Rennes*, qui regroupe la [Faculté](#) de droit et de science politique (3 permanents dont 1 CNRS et des doctorant.e.s), la Faculté des sciences économiques (1 permanent) et [l'Institut](#) d'études politiques de Rennes (5 CNRS-13 EC et des doctorant.e.s) ;
- le *campus de Beaulieu* : les départements Carrières sociales et GEA de l'Université Rennes 1 (5 EC) ;
- le *campus de Villejean* avec l'université de Rennes 2 (6 EC+doctorant.e.s) et [l'Ecole](#) des hautes études en santé publique ((5 CNRS-19 EC-doctorant.es et IR EHESP
- le *campus de l'IUT de Rennes 1 à Lannion*, département Journalisme et Communication (3 EC et 2 PAST)

Cet éparpillement est incontestablement un handicap pour notre unité, handicap que nous compensons par différents dispositifs et outils (séminaires communs, web et visioconférences, conférences téléphoniques, agendas partagés, dispositif de gouvernance avec rotation des réunions sur les différents sites). Nos demandes récurrentes depuis plus de quinze ans n'ont pas suffi pour réunir les forces de cette unité en un même lieu de travail et ce, malgré les espoirs fondés sur la création d'une Maison des Sciences de l'Homme en Bretagne.

Gouvernance de l'unité

Depuis 2010, l'unité a mis en place une gouvernance avec trois niveaux tout à fait complémentaires :

Département d'évaluation de la recherche

- une équipe de direction (la directrice, deux adjoints, la secrétaire générale) ;
- un conseil d'unité : instance statutaire de 18 membres (chercheurs, enseignants-chercheurs, IT, doctorants et Ingénieurs), élus et nommés ;
- un conseil d'orientation scientifique (ou COS de 13 membres) qui regroupe l'équipe de direction (4 membres) et les responsables des trois équipes de l'unité (3 fois 3 membres) et les IT. La direction en 2017 a décidé d'inviter de manière permanente les représentant.e.s des doctorant.e.s et docteur.e.s ainsi que l'ensemble des IT.
- Par ailleurs, un comité de pilotage (COFIL) est instauré depuis septembre 2019 pour le projet d'unité « l'avenir d'Arènes ».

Chacune de ces composantes a des fonctions spécifiques et un rythme différent de travail. Le conseil d'unité se réunit au moins une fois par trimestre. Pendant la période de la crise du COVID 19, au printemps 2020, le conseil d'unité a été largement sollicité par la directrice pour maintenir une vie collective de l'unité et appuyer les décisions stratégiques. Il a un périmètre défini statutairement par les textes (comme l'examen des dossiers de nouveaux membres, l'étude des dossiers de candidatures que soutient l'unité pour les concours CNRS, l'examen des demandes de soutien financier pour les colloques, l'invitation et l'audition des responsables de nos tutelles ; etc.). Le COS, qui se réunit une fois par mois, discute les orientations scientifiques de l'unité, fait circuler l'information sur les chantiers d'activité des trois équipes, planifie ces activités, veille à les coordonner et les soutenir. Il statue sur les demandes de soutien pour les missions internationales des membres, le soutien des doctorants, les traductions. Il prépare et fait remonter des dossiers au conseil d'unité. Enfin, l'équipe de direction a un rythme de travail hebdomadaire (avec skype, visio et conférences téléphoniques). Elle prépare les dossiers pour les conseils d'unité et le COS, assure la représentation dans les instances (participation aux réunions trimestrielles des conseils scientifiques de deux des tutelles EHESP et IEP ; réunions trimestrielles de la conférence des directeurs des structures de recherche de l'Université de Rennes 1 ; participation au conseil de l'école doctorale DSP, etc.). Elle effectue également le suivi de tous les dossiers de GRH (entretiens annuels avec les IT, dossiers de mutation). Il a été mis en place pendant une année, des réunions de direction hebdomadaire avec la directrice, les adjoints et l'ensemble des IT, dont l'objectif était l'organisation des tâches et la division du travail. Cette manière de travailler collectivement a dû être interrompue en raison de difficultés relationnelles entre les membres IT. Les effets sur l'organisation de la vie de l'unité seront détaillés dans le volet RH.

Cette gouvernance démultipliée permet d'impliquer de nombreux membres de l'unité ; toutefois, vu les contraintes pédagogiques, administratives de plus en plus prégnantes, nous déplorons que ces réunions ne mobilisent qu'une partie des membres de l'unité. Les enseignants chercheurs et chercheurs sont de plus en plus pris par la pression de réunions et ont du mal à se positionner sur l'ensemble des tâches qui leur sont dévolues. Le recours à la visioconférence et à skype est ainsi très fréquent et parfaitement intégré dans nos modes de fonctionnement au quotidien, entre Rennes et Lannion voire Caen. Ce fonctionnement collégial a

aussi permis une répartition des dossiers et des charges ; ne serait-ce qu'au sein de l'équipe de direction, nous avons veillé à nous spécialiser, qui sur l'école doctorale et les dossiers d'allocations doctorales, qui sur le site de l'unité et son évolution, qui sur les dossiers EUR, l site ou suivi de dossiers PIA et structuration de site. Enfin, les collègues sont parfois délégués sur leur établissement pour représenter ARENES dans les espaces comme les écoles doctorales (une EC de Rennes 1), les réunions de département (EC EHESP) ou UFR (EC Rennes 2). Pour établir les fiches de postes, un avis est demandé aux représentants des équipes ou chantiers en l'articulant aux besoins des établissements en matière pédagogique. Vu le nombre de tutelles, il est indispensable que les membres puissent faire circuler l'information auprès de la direction : chaque établissement ayant ses propres cultures d'organisations. A partir du printemps 2019, les collègues ont commencé à s'auto-organiser en COPIL pour préparer une nouvelle direction. L'année 2019-2020 est donc une année de transition entre une direction et un COPIL. Il est prévu un échange par semaine pour faire circuler l'information (vote d'AG de septembre 2019), ce qui ne se substitue pas au conseil d'unité, seul légitime en matière d'avis porté à la direction.

Les difficultés rencontrées au sein de l'équipe IT ont fait l'objet de réunions régulières à la fois en interne (direction et équipe administrative) et en délégation CNRS. La répartition des charges de travail et des tâches, en fonction des compétences et des statuts, a été fixée en 2018 pour éviter les tensions. L'évolution des postes et activités de chacun n'a pas encore permis d'atteindre un niveau de stabilité suffisante, du fait d'un historique dans l'unité. Les tensions persistantes ont incité 3 personnes IT sur 4 à demander une mobilité. Ces éventuels départs viendraient fragiliser l'unité dans la gestion des activités courantes.

Parité ; Intégrité scientifique ; Hygiène et sécurité ; Développement durable et prise en compte des impacts environnementaux ; Propriété intellectuelle et intelligence économique

La parité est une politique transversale de l'unité notamment lors des nominations dans les instances ou les constitutions de jurys, l'écriture inclusive a été adoptée et une veille est en cours au sein de l'unité sur les questions de discriminations, ou encore de harcèlement. Un.e référent.e sera nommé.e dans l'unité.

Le recrutement de personnels en situation de handicap converge avec une politique progressivement inclusive de ses membres.

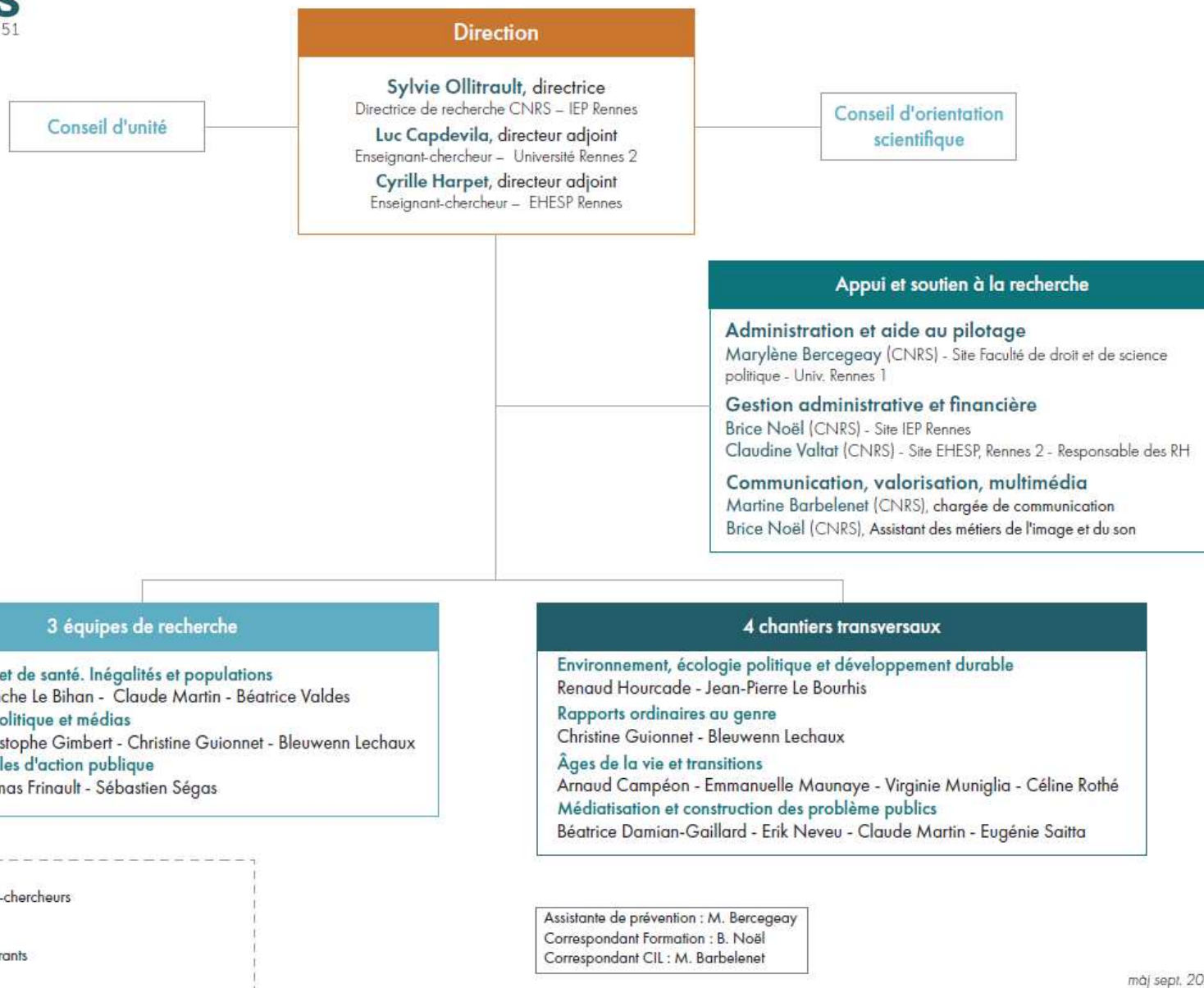
C'est cette politique qui a conduit la direction actuelle à faire adopter une charte des e-mails et des listes pour limiter les effets nocifs de ce mode de communication interne. Des réunions RH sur cette question ont été menées au sein de l'unité auprès en particulier des personnels administratifs.

La politique d'intégrité scientifique est prise en charge par les référents des établissements lorsque des cas se présentent au sein de l'unité. Il est prévu une nomination d'un.e collègue en charge de la communication interne et de la

sensibilisation des différents personnels au sujet de l'intégrité scientifique. Cette politique s'appuiera sur les outils et sur les compétences des référents de chaque établissement –rennes1, EHESP et CNRS, et en appui Rennes 2.

La gestion et le suivi des consignes de prévention et sécurité au sein de l'unité sont délégués à un référent Prévention- sécurité (la responsable administrative de l'unité), et seront attribués dès septembre 2020 à l'IT doté des compétences techniques acquises. Cette fonction est d'autant plus cruciale dans le contexte actuel de la crise sanitaire du COVID 19.

Pour les engagements de l'unité en termes de développement durable et de responsabilité sociétale, ceux-ci portent essentiellement sur la politique des achats (commandes auprès de prestataires pour des produits consommables garantis « label biologique » en alimentaire), et sur les déplacements. Ces derniers ont été fortement réduits par l'acquisition d'un équipement de visio-conférence, pour réaliser les échanges à distance (en France, à l'international).



máj sept. 2020